

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Les mouvements revendicatifs
dans l'industrie privée

LE MÉTALLO

Où en sommes-nous en Afrique
du Nord ?

SINDBAD LE MARIN

D'un cinquantenaire syndicaliste
à une histoire révolutionnaire

R. HAGNAUER

Le « petit papetier de Saint-Céré »
aspirant dictateur

F. CHARBIT

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 98 - Octobre 1955

Les mouvements revendicatifs dans l'industrie privée	LE METALLO
Où en sommes-nous en Afrique du Nord..	SINDBAD LE MARIN
Ceux qui s'en vont : le camarade Nicolet..	G. DUCHENE
D'un cinquantenaire syndicaliste à une histoire révolutionnaire	R. HAGNAUER
Dans les Transports parisiens : Action syndicale et opérations politiques	R. H.
Le « petit papetier de Saint-Céré » apprenti dictateur	F. CHARBIT
Digoin « ville cobaye »	H. T.
De Naegelen à Poujade	U. THEVENON
Une grande bataille ouvrière est engagée ..	
Chronique du pelé	
Parmi nos lettres	
Les grèves anglaises	R. POSTGATE
Réponse à Postgate	F. MAITLAND
Notes d'économie et de politique	
Défaite sur défaite - — L'immense gaffe de Pinay. — L'Eglise a vaincu Peron. — A propos de crayons à bille et de réforme de l'Enseignement	R. LOUZON
La vie des cercles	
Cercle Zimmerwald : Commémoration du 40 ^e anniversaire de la Conférence de Zimmerwald.	

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le dague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE

Pour une fois, les lendemains de congés payés n'ont pas été calmes. Dès leur retour de vacances, les ouvriers de Penhoët remettaient ça ! Dans le même temps, à peu près tous les chantiers de constructions navales engageaient la lutte pour l'amélioration de leurs salaires.

Depuis Saint-Nazaire, Dunkerque et Toulon, les mouvements revendicatifs débordèrent très vite sur d'autres régions et d'autres industries.

Le Bâtiment, où l'on n'avait pas enregistré de bataille d'envergure depuis fort longtemps, se mettait largement de la partie aux côtés des métallos.

LE FEU COUVAIT DEPUIS LONGTEMPS

Les conflits de cette fin d'été n'ont étonné que ceux qui ne comprennent vraiment jamais rien aux problèmes sociaux.

Dans un article de la *Révolution prolétarienne* du mois de juillet-août, il était largement fait état de tous ces nombreux mouvements spontanés et localisés qui n'avaient cessé de secouer l'industrie privée, un peu partout en province, pendant le premier semestre de l'année 1955. Cela, sans que bien souvent les directions syndicales interviennent et sans qu'il y eût une stimulation ou une orchestration quelconque. C'était bien la révélation de l'état d'esprit des travailleurs, état d'esprit parfaitement senti et saisi par de nombreux militants ouvriers de la base.

Pour quelles raisons ce soudain réveil de la combativité des travailleurs ?

Pour une fois, même les observateurs les moins avertis, et même les commentateurs de la presse bourgeoise ont à peu près touché juste ! Ils sont presque unanimes à révéler, eux aussi, les véritables causes de la bataille sociale de cette année.

Il n'y a vraiment que les hystériques de l'anticommunisme ou ceux qui veulent sciemment dévier la question qui osent parler d'un « complot communiste » !

En 1955, alors que ministres, députés, patrons, économistes ne cessent de se féliciter des progrès de la production et de la productivité, alors qu'on remplit les colonnes des journaux de chiffres victorieux et optimistes, les travailleurs ont nettement pris conscience que c'était bien le moment pour eux de revendiquer leur part du gâteau.

C'est en particulier dans les industries et dans les régions où les salaires réels n'ont que très peu évolué depuis 1951 que les travailleurs se sont fâchés. Les mouvements de 1955 sont essentiellement, dans leur origine, la révolte des mal payés.

Par exemple, dans le bâtiment de l'Ouest, de la Loire ou de Franche-Comté ne trouvait-on pas encore quantité d'ouvriers qualifiés rémunérés à 130 ou 140 francs de l'heure !

Dans la métallurgie, ce n'est pas non plus par hasard que les régions où l'action s'est engagée sont les régions françaises où les salaires réels sont relativement faibles : régions de l'Ouest, du Centre et du Midi.

Signalons encore que les Chantiers navals où les moyennes des augmentations consenties par les employeurs vont de 10 à 30 % représentaient un secteur de la métallurgie

assez prospère, bien chargé en commandes, mais où les salaires pratiqués n'étaient en rien comparables à ceux de l'automobile.

On a dit aussi des derniers mouvements qu'ils signifiaient « la révolte de la province » pour atteindre les salaires de Paris.

Il y a du vrai.

En province, toutes les campagnes syndicales pour la suppression de zone ont trouvé une large audience parmi les salariés du secteur privé, bien que le problème fût généralement très mal posé. Car la suppression des zones légales d'abattement ça ne va guère loin. Très peu de régions industrielles de province dépassent 8 % légalement. Par contre, dans ces mêmes régions, si l'on compare les salaires effectivement pratiqués par rapport à ceux de la région parisienne, on trouve des écarts qui vont jusqu'à 30 ou 40 %.

Même les tarifs contractuels, dits « tarifs syndicaux », établis dans la métallurgie en 1950 et 1951 consacraient cet état de fait en homologuant des pourcentages d'abattement assez forts sur les mêmes barèmes établis dans la région parisienne.

Notons enfin une autre volonté clairement exprimée dans l'esprit revendicatif présent : en finir avec le jeu de cache-cache, s'expliquer *directement* avec l'intéressé, c'est-à-dire avec sa propre direction d'usine.

Il ne faut pas oublier que pendant toute la guerre et ses suites, et jusqu'en 1950, les salaires étaient bloqués par l'autorité gouvernementale. Le retour à la libre discussion rendu par la loi du 11 février 1950 n'avait pas encore produit de grands effets. Le jeu de cache-cache continuait. Lorsque l'ouvrier réclamait une augmentation à son patron, celui-ci répondait qu'il ne pouvait rien faire sans la chambre patronale. Lorsque les syndicats ouvriers s'adressaient à la chambre syndicale patronale, celle-ci continuait à se dérober soit en prétextant attendre les décisions gouvernementales sur le S.M.I.G., soit en déclarant que la diversité des situations économiques de chacune de ses entreprises ressortissantes ne lui permettait pas une décision d'ensemble. Lorsqu'on passait un accord paritaire, lorsqu'on établissait un nouveau tarif syndical, c'était toujours en s'alignant sur l'entreprise marginale la plus défavorisée.

Depuis ces derniers mois, en attaquant directement leur patron, en laissant de côté les « actions généralisées » pour bien localiser la lutte, les travailleurs ont démontré qu'ils voulaient en finir avec ces dialogues de sourds.

PREMIERS RESULTATS ET GRANDS ESPOIRS

Saint-Nazaire est bien certainement l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Les larges informations relatées par l'ensemble de la presse ont abouti à une popularisation sans précédent de ce conflit.

Son résultat parfaitement positif, la fermeté et la dignité dont firent preuve les militants syndicalistes de là-bas ont brusquement redonné une grande confiance et un grand espoir aux travailleurs et aux militants de base.

Ce n'est malheureusement pas dans toutes les villes industrielles que le mouvement ouvrier aura en main les atouts qu'il avait dans cette vieille cité socialiste de l'Ouest. Le mouvement syndical libre y est puissant, avec de vieilles influences libertaires et anarcho-sindicalistes dont les ressortissants ne sont pas des gavés de théories mais des agissants et des réalistes.

A Nantes les choses n'allèrent d'ailleurs pas si bien et ce ne fut pas si facile. Mais ici, pour être juste et pour rendre l'hommage mérité par les travailleurs nantais et par leurs actifs militants, il faut dire un mot du *ressaisissement* patronal.

Le mouvement ouvrier avait marqué un point à Saint-Nazaire, le patronat battu a tout mis en œuvre pour avoir sa revanche quelques kilomètres plus loin. Ainsi Nantes prenait tout le poids de la résistance patronale.

Il est significatif d'observer le grand désarroi des milieux patronaux immédiatement après la victoire des gars de Saint-Nazaire. Les autorités du C.N.P.F. ont réagi depuis Paris, avec célérité, pour remettre de l'ordre et redonner du moral à leurs ouailles de province. La fameuse réunion de Paris où Fould fut mis au banc des accusés a marqué le tournant. A partir de ce jour-là les lock-outs se sont généralisés pour répliquer aux formes de lutte très coûteuses, mais terriblement efficaces, que les travailleurs employaient avec : arrêts des heures supplémentaires, grèves tournantes, arrêts d'ateliers-clés, etc.

A ce propos, il est assez amusant de relater une réflexion faite à ses délégués du personnel par le directeur des usines Schneider de Saint-Etienne : « Je ne vous reproche pas de faire la grève, mais faites la grève comme d'habitude ».

Dès la deuxième quinzaine de septembre, le C.N.P.F. avait donc réagi. Ce ne fut cependant pas ce qui ralentit l'action et les succès ouvriers. Dans la métallurgie et le bâtiment, en Normandie, dans la Loire, dans certaines régions du Nord, à Besançon, dans le Maine-et-Loire, à Montluçon et Commeny, il y eut d'excellents résultats qui ont entraîné une recrudescence très nette de l'activité syndicale, ce qui donne de forts espoirs pour l'avenir.

LES POSITIONS SYNDICALES OFFICIELLES

Bien sûr, à la C.G.T., les impératifs de Moscou ont pesé. La politique de détente internationale exige que le P.C.F. et la C.G.T. ne fassent rien en France pour troubler l'ordre public et mettre le gouvernement en difficulté. D'autre part, il y a les prochaines élections législatives françaises. Il faut favoriser le climat de front populaire et d'unité d'action, l'entretenir, le créer là où rien n'a encore été fait.

Il est aussi impensable, au moment où spontanément les travailleurs bougent, au moment où les militants des syndicats libres agissent, que la C.G.T. reste en arrière.

Pour toutes ces raisons, la tactique de la C.G.T. fut très habile, très souple, très opportuniste, elle s'adapta à toutes les situations régionales diverses. Là où elle commit des erreurs tactiques, ce fut bien souvent dans les entreprises où les sections C.G.T. sont dirigées par des progressistes enflammés ou par des crypto, genre prêtres-ouvriers.

Avec une parfaite psychologie des masses,

saisissant l'espoir et l'enthousiasme soulevés par Saint-Nazaire, la C.G.T. a diffusé un seul mot d'ordre : « Nos 40 francs, comme à Saint-Nazaire, dans l'unité ».

C'était un bon panneau-réclame.

On peut résumer ainsi quelques lignes directrices des positions C.G.T. dans les conflits actuels :

— Opportunisme, présence toujours en tête, mais ni précipiter ni aggraver les mouvements.

— Redorer le plus possible le blason syndical, pour cela, reprendre les formes et moyens de l'action réformiste les plus classiques.

— Préconiser des actions relativement *modérées* : pas d'action aventureuse et sans issue, pas de grèves illimitées ou généralisées, pas de provocations.

— Créer les meilleures conditions pour la réalisation de l'unité d'action et du front populaire.

Quant à la C.F.T.C., on l'a vu se débattre dans ses contradictions internes. Là où elle possède des militants ouvriers de valeur et où les équipes de *Reconstruction* dominent, elle a joué un rôle très important et positif.

Ailleurs, on a vu ses progressistes délirants, tels ceux de l'Alsthom à Belfort, se risquer dans la pire démagogie aux côtés des mêmes progressistes dirigeants de la C.G.T. Par contre, quelques kilomètres plus bas, à Besançon, on voyait les responsables C.F.T.C. torpiller la grève du bâtiment, en jouant un rôle assez obscur.

Pour le compte de Force Ouvrière, les positions locales furent aussi très diverses et dissemblables.

Une fois de plus, les positions confédérales ont été fort négatives. La grande peur du stalinien a primé sur tout.

Dans les communiqués du bureau confédéral on n'a pu qu'entrevoir quelques échos sur les luttes en cours. Jamais aucune manifestation tangible d'approbation ou d'encouragement n'a été clairement exprimée. Par contre, on lisait à longueur de colonnes du journal confédéral : « gare à l'inflation, gare à la monnaie, gare aux accords de salaires trop osés, gare à l'unité d'action, gare à Poujade ! ».

La médiation que l'on trouvait bâtarde et inopérante quelques semaines plus tôt, lorsque le gouvernement sortit son contenu, devint tout à coup excellente. Et l'on vit officiellement le bureau confédéral se prononcer pour cette médiation de préférence à l'action directe.

Heureusement, les positions de la plupart des fédérations F.O. d'industries, de plusieurs unions départementales et d'une multitude de syndicats furent beaucoup plus réalistes et combatives.

C'est là où des militants du syndicalisme libre ont pris hardiment la tête du mouvement qu'il y eut des résultats, et que, loin de courir l'aventure, les syndicats libres ont tout au contraire gagné une influence considérable qui s'est traduite par un apport d'adhérents et de nouveaux militants qui ne peut être suscité que par l'action de la base.

Dans un prochain article, il sera intéressant d'analyser les différents aspects des réactions patronales devant les conflits de cet été, depuis les lock-outs, jusqu'aux accords d'un nouveau style, tel celui passé avec les syndicats libres de la Régie Renault.

LE METALLO.

Les grèves anglaises

En réponse à l'article de Maitland paru dans la « R. P. » de juillet, nous avons reçu de Raymond Postgate l'intéressante lettre suivante :

L'article de Frank Maitland sur les grèves anglaises simplifie l'histoire à un point tel qu'il risque d'induire le lecteur en erreur. Il est écrit en se plaçant au point de vue de l'Independent Labour Party, c'est-à-dire d'une très petite secte ; or la réalité est beaucoup plus complexe que ce petit groupe solitaire ne se l'imagine. En fait, une législation qui interdirait les grèves n'est pas en vue, et l'homme qu'il appelle le Grand Mogol, Tiffin, et qu'il considère comme le principal responsable du « complot » était sur un lit d'hôpital au moment de la grève des docks, alors qu'il venait juste d'être élu secrétaire général du syndicat des Transports à la place de Deakin, qui en avait toujours été le grand maître. La véritable histoire de ces grèves est beaucoup plus intéressante, et elle demande d'être soigneusement considérée par quiconque s'intéresse à ce que doit être la tactique socialiste, sans se contenter de slogans.

Il y a eu trois grèves importantes.

1) D'abord, la grève des électriciens qui arrêta la presse quotidienne londonienne pendant plus de trois semaines. Ce fut un coup des communistes : le syndicat des électriciens qui la soutint officiellement est contrôlé par les communistes et la section de mécaniciens qui fit la grève est en partie sous l'influence des stalinien. Cette grève fut déclenchée à la suite d'une demande d'augmentation de salaires si importante qu'il était manifestement impossible de l'accorder (rien de tel ne fut donné à la fin de la grève). Très peu d'hommes étaient impliqués dans cette affaire et la grève ne fut effective que grâce à la solidarité montrée par les autres syndicats de la presse, bien qu'ils n'aient pas été consultés et qu'ils désapprouvaient fortement la décision prise ; il faut noter que le travail fait par ces quelques électriciens et mécaniciens n'est pas du travail qualifié, il consiste à tourner quelques commutateurs, ce que vous ou moi pourrions faire.

Le but était d'arrêter toute la presse londonienne, à l'exception du seul Daily Worker, le quotidien communiste, dont la vente avait fortement baissé. Mais ce plan rata, car les typographes qui savaient ce qu'il en retournait et avaient eux-mêmes quelques griefs à faire valoir, arrêtaient la parution du Daily Worker, puis, quand ils acceptèrent d'y retravailler, ils obligèrent le journal stalinien à ne pas dépasser un certain tirage ; ainsi l'affaire échoua.

Les patrons des journaux furent ennuyés de la grève, mais pas autant que le pense Maitland, et ils ne firent pas grand effort pour y mettre fin. Les seigneurs de la grande presse pouvaient, en effet, tenir le coup, tandis que les petits journaux, libéraux ou socialistes, comme le News Chronicle, le Reynolds, ou le Daily Herald étaient beaucoup plus gênés. C'est en vertu du même phénomène que feu lord Northcliffe avait l'habitude de consentir sans sourciller de fortes augmentations de salaires, sûr qu'il était que chaque augmentation tuait un concurrent. C'est l'un des vieux tours de Fleet Street (1).

La grève prit fin lorsque les membres des autres syndicats menacèrent de ne pas jouer plus long-

(1) Fleet Street, la rue de Londres où sont situés les grands journaux. (Note du traducteur).

temps le jeu communiste ; telle fut la véritable raison de sa défaite.

2) La grève des mécaniciens de locomotives est une chose toute différente. C'est simplement une dispute entre le syndicalisme de métier et le syndicalisme d'industrie, comme il s'en produit constamment en Angleterre depuis près de cent ans.

Le principe mis en avant par le syndicat qui fit la grève, l'A.S.L.E.F., est très clair, c'est celui de la « hiérarchie ». Il s'agissait de maintenir les conducteurs de locomotives dans leur situation d'aristocrates, et que pour cela leurs salaires soient toujours très supérieurs à ceux des autres travailleurs des chemins de fer. Ils firent grève parce que des augmentations avaient été accordées aux cheminots moins qualifiés, qui, eux, sont organisés dans le syndicat national des chemins de fer (N.R.U.), après qu'ils eurent eu eux-mêmes une première augmentation.

Cette grève n'était pas non plus dirigée contre les capitalistes puisque les chemins de fer sont nationalisés. Peut-être, les chefs de l'A.S.L.E.F., qui sont assez réactionnaires, tirèrent-ils de ce dernier fait la déduction que leur grève était dirigée contre le peuple ; en tout cas, le fait est qu'ils choisirent la date qui pouvait causer le plus d'ennuis à la classe ouvrière : c'est à la Pentecôte qu'ils firent cesser le travail, lorsque tous les ouvriers sont en vacances et qu'ils allaient se trouver ainsi coupés de leurs domiciles. Cela, ainsi que le ressentiment naturel du N.R.U., a engendré un sentiment d'amertume au sein du mouvement ouvrier qui a fait grand mal.

3) La grève des docks. Le Grand Mogol n'a rien à faire avec elle. Certainement, les travailleurs doivent avoir le droit d'adhérer au syndicat de leur choix, au syndicat des Transports ou à celui des Arrimeurs ; et, très certainement aussi, le syndicat des Transports qui a un million et demi de membres est si énorme que le docker moyen estime qu'il y est oublié.

L'« accord de Bridlington » par lequel les syndicats ont décidé de renoncer à se disputer leurs membres respectifs est bon en principe, car personne n'a jamais profité des querelles incessantes qui naissent de cette concurrence syndicale, excepté les patrons. Mais cela a eu cette conséquence inattendue que lorsqu'un groupe de syndiqués est mécontent de son syndicat, aucun autre syndicat ne peut l'accepter. Le syndicat des Arrimeurs est un petit syndicat londonien qui fut amené à briser l'accord de Bridlington dans l'espoir d'obtenir une grande quantité d'adhérents en province. Naturellement, cette décision fut mise à profit par les stalinien, comme le montrent nettement les noms de ceux qui se présentèrent comme les chefs spontanés des ouvriers, noms qui comprenaient notamment celui de Pierre Kerrigan, un « bonze » communiste dont le caractère est bien connu de ceux qui ont lu, disons, les mémoires de « Bob Darke », le conducteur d'autobus ».

Pendant, même le pire type de stalinien ne peut intervenir dans un mouvement que s'il peut profiter d'un réel mécontentement ; or, ce qui est surtout intéressant dans ce conflit des docks, c'est de connaître l'origine du mécontentement qui règne à l'égard du syndicat des Transports. La tendance tentaculaire du syndicat n'est que l'un des sujets de plainte ; les véritables griefs ont pour origine la régularisation du travail dans les docks. Depuis la grande grève de 1889, le but du syndicat a toujours été de mettre fin à l'embauchage des dockers au jour le jour, car ce système mettait ceux-ci à la merci des compagnies et faisait de chaque docker l'ennemi de l'autre. C'est ce mode d'embauche qui fut responsable des effroyables conditions dans lesquelles vivaient les dockers et qui firent des grands ports

britanniques de véritables horreurs ; sa disparition transforma les ports, et les travailleurs des ports en même temps. Mais, pour obtenir la sécurité de l'emploi, le syndicat des Transports dut accepter que le travail soit poursuivi d'une manière continue, sans que le chargement ou le déchargement des bateaux ne soit arrêté par des grèves-éclair ou pour des griefs personnels. Afin que cette disposition ne soit pas utilisée par les employeurs comme un moyen d'oppression, le syndicat insista, ce qui semblait être l'application de sains principes syndicaux, pour que ses représentants siègent dans les conseils de discipline. Très bien ! Mais les dockers ne sont pas des anges, ils aiment tout particulièrement à exhaler leur rage contre un contremaître qui leur déplaît, et à quitter le travail avec tout juste 30 secondes de préavis. Aussi, au cours de ces interminables disputes, il y eut bientôt des cas où les représentants syndicaux eurent à prendre parti contre des dockers à la tête trop chaude. Et alors, naturellement, le docker dit au délégué syndical qu'il est payé pour le défendre, quoi qu'il fasse ; il dit aussi à ses camarades de travail que les représentants syndicaux ne sont plus que les flics de l'Administration du Port de Londres. Par contre, ces dockers ne voient rien du travail que fait un fonctionnaire syndical, ils n'assistent pas aux réunions de leur section syndicale et ne lisent pas le fastidieux organe mensuel du syndicat, de sorte qu'ils ne connaissent le fonctionnaire syndical local que comme un homme qui siège dans un conseil de discipline et sur qui l'ouvrier ne peut pas toujours compter pour le soutenir.

La solution de cette difficulté, qui est typique de celles que rencontre le grand syndicat britannique, n'est pas facile, et je ne peux pas même en entreprendre l'analyse ici. Mais, ce qu'il faut, c'est d'abord voir les faits comme ils sont.

Réponse de Frank Maitland

Depuis quand Postgate a-t-il acquis le monopole de la vérité ? Naturellement, j'ai considéré les grèves britanniques de mon propre point de vue. J'ai essayé de passer outre les détails des querelles de partis pour voir les travailleurs eux-mêmes et montrer les grèves sous leur aspect historique.

Si, essayant d'accorder mes vues avec le mouvement de la classe ouvrière, j'ai exagéré le rôle des travailleurs, alors j'ai commis une erreur.

Postgate considère mes informations complètement erronées. Il adopte le point de vue de ceux qui voient dans chacune des luttes uniquement des complots communistes. Il a adopté les façons de voir mesquines et étroites du Labour Party et cela le conduit à plusieurs déclarations inexactes.

Par exemple, il parle de la grève du rail comme d'un conflit entre syndicat industriel et métier. Cela implique que l'Union nationale des travailleurs du rail est une fédération d'industrie. Ce n'est rien de cela. Il n'y a pas de fédérations d'industrie en Grande-Bretagne. Le NUR centralise un amalgame de métiers, mais conserve le système hiérarchique qui est une des caractéristiques notoires des chemins de fer. Il ne possède pas les qualités premières d'une fédération d'industrie.

Quant à Tiffin, le grand Mogol, « qui étant malade n'avait rien à faire avec la grève des dockers », Postgate n'a qu'à lire les lettres de Tiffin dans la presse capitaliste pour être démenti. Il est faux de dire que les staliniens ont dominé la grève du rail. Postgate naturellement ne le dit pas, il le laisse comprendre implicitement.

Mais il ignore le fait que les communistes dans le

Daily Worker alors qu'ils soutenaient les grévistes, pressaient les dockers de retourner à TGWU avec comme mot d'ordre de « démocratiser TGWU », c'est-à-dire d'être les communistes aux postes de commandement. En réalité, ils aidaient à l'alliance des employeurs des docks, du gouvernement et des bonzes des travailleurs contre les dockers. L'ardeur de Postgate à blâmer les staliniens est trop grande.

Postgate considère la grève des journaux comme un coup des communistes pour augmenter le tirage du Daily Worker. Et il m'accuse de simplifier tellement l'histoire qu'on en fausse ainsi le sens.

En outre, il oublie de dire que Bob Willis, des compositeurs de Londres, fut l'homme qui a sauvé la presse capitaliste de ce complot. Pas étonnant que les possesseurs de journaux puissent se rasseoir et laisser les bonzes du Labour Party faire le travail.

Il n'y a en fait aucune apparence de législation pour interdire les grèves, écrit Postgate bien à son aise, quant au thème principal de mon article. Tandis que Postgate écrivait, le caractère du complot se dévoilait clairement.

Une division du travail fut réalisée entre les capitalistes et les leaders des Trade Unions. Les chefs du TUC entreprirent d'obtenir pour eux-mêmes le pouvoir d'intervention et de décision dans les luttes entre fédérations et d'obtenir d'autres sanctions contre les grèves sauvages. Cela fut accompli juste comme le congrès se terminait.

Ce congrès est le plus bel exemple de « bonzisme » qu'on ait jamais vu.

Outre les nouveaux pouvoirs donnés au Comité général du TUC, de façon à s'armer avec plus de puissance pour la collaboration des classes, rien d'important ne fut fait. La résolution appelant au contrôle des armes atomiques passa sans discussion et deviendra une vigoureuse « plante annuelle ». Le Labour Party est déjà engagé dans la guerre atomique et les Trade Unions travaillent dur à la production atomique.

La seule résolution d'un caractère socialiste fut l'appel des forgerons pour une vigoureuse campagne en faveur de la semaine de 40 heures et une réduction des heures supplémentaires. Le Comité général fit échouer cela avec le bulletin de vote. Un bulletin de vote permet de bloquer des voix des grosses unions pour dominer les petites qui sont en très grand nombre.

Je crois que les décisions des Trade Unions justifient ma lutte contre les conspirateurs des Trade Unions. Si Postgate ou d'autres veulent les défendre, ils devront mieux faire.

Londres, 9 sept. 1955.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

Le Cercle Zimmerwald se réunira le dimanche 23 octobre, à 15 heures, 78, rue de l'Université (métro Solférino) et commémorera le 40^e Anniversaire de la Conférence de Zimmerwald, sous la présidence de **Lucie Colliard** ; avec la participation d'**Angelica Balabanov**, seule survivante des pèlerins de Zimmerwald (septembre 1915), traductrice de la Commission Socialiste Internationale désignée par la Conférence ; **Alfred Rosmer**, animateur de l'action contre la guerre en 1914-1915, auteur de l'« Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre » ; **Pierre Monatte**, démissionnaire en décembre 1914 du Comité confédéral : « Comment un syndicaliste mobilisé de 1915 a vu Zimmerwald. »

OU EN SOMMES-NOUS EN AFRIQUE DU NORD?

Dans mes précédents articles, je me suis efforcé de délimiter les conditions du problème nord-africain, et les événements qui avancent comme un incendie de forêt ne m'ont pas démenti.

Ce qui a paru excessif à certains camarades au moment de la parution de ces articles leur semble aujourd'hui une vérité première, et tel bourgeois auquel j'aurais hésité à remettre les numéros de la « R.P. » peut les recevoir en ce moment, et il approuve.

Si les imbéciles sont immobilistes, la vérité fait son chemin. Si M. Froger, maire d'une commune du département d'Alger et l'un des animateurs du colonialisme, pouvait déclarer à la presse française en juin 1955 que le mot réforme pour l'Algérie était impudent, il n'oserait plus répéter cette absurdité en octobre 1955, parce qu'une réforme en Algérie, c'est déjà un espoir dépassé pour beaucoup de colons.

Les pirouettes seront nombreuses. M. Mitterrand déclarait avant d'être ministre, alors qu'il était dans l'opposition et anticolonialiste, qu'il espérait que la France resterait encore 25 ans en Algérie, mais lors des premiers soulèvements il était ministre, et il affirmait qu'il étoufferait la révolte de l'Aurès dans l'œuf, œuf lui-même.

En fait, le clan des profiteurs n'a plus de boussole ; ils sont à la recherche du fakir qui ferait tout rentrer dans l'ordre sans rien changer aux habitudes et aux privilèges, en ne donnant que des promesses ou des pots-de-vin, ou d'un général qui par une grande saignée ramènerait l'ordre par la terreur (mille morts par jour comme au Kenya, répètent les gens de « Présence française » au Maroc).

En fait, les colons ne céderont qu'à la force. Pour eux, l'indigène doit rester dessous et se taire. La colonisation reste le droit de s'implanter chez autrui par la violence, de voler les biens, de soumettre à l'esclavage, d'imposer la famine, et de traiter de rebelles ceux qui ne sont pas contents.

La lutte qui est aujourd'hui couverte dans ce que l'on appelait l'empire français est une lutte finale. Si la métropole ne possède ni l'intelligence, ni l'honnêteté, ni la force d'imposer un cours nouveau et de briser le système colonial, ou elle sera chassée et ruinée après des désastres et des outrances qu'il est pénible d'imaginer, ou alors il faudrait qu'elle puisse exterminer tous les habitants des malheureux territoires qu'elle a condamnés à connaître ses colons. Il n'est plus possible aujourd'hui de s'en sortir avec des phrases heureusement balancées, et la France est en posse de devenir le pays le plus méprisé et le plus haï du globe.

C'est pourquoi nous croyons devoir faire le point du conflit actuel en Afrique du Nord.

LA TUNISIE

Parce que ce pays a été le premier à prendre conscience que le colonialisme ne pouvait comprendre que la force, parce qu'il a donné naissance aux fellaga, il a bénéficié du passage de Mendès-France au pouvoir. Ce dernier, s'il n'est pas un idéaliste, est un réaliste, et dans l'intérêt de la France il a su choisir et imposer le seul chemin qui restait praticable.

Les Tunisiens ont agi sagement en négociant comme ils ont fait. Un traité peut toujours être critiqué,

mais en l'espèce, ce ne sont pas ceux qui critiquent qui auraient versé leur sang, et il est heureux que les violences, les désespoirs et les deuils aient été interrompus.

Le peuple tunisien acquiert une certaine autonomie qui lui rend sa dignité, et cela est considérable. Il peut légiférer dans une certaine mesure, se gouverner, s'affirmer. Un avenir s'ouvre à lui, il sera ce que sauront en faire ses chefs. Désormais, il a des possibilités qui ne sont plus celles de la violence. Il lui faut des économistes rompus et tenaces pour aboutir par des réformes qui seront en tout cas moins coûteuses que la guerre.

Ce jeune Etat tunisien émerge sans or, sans devises, sans charbon, sans marine marchande, sans crédits, sans institut monétaire ; bien plus, son sol et son sous-sol se trouvent, pour tout ce qui est d'une rentabilité certaine entre les mains des anciens occupants. Sa tâche sera donc ardue, les motifs de division seront nombreux, et ce ne sont pas des néophytes de l'économie qui pourront mener cette barque à bon port.

La première tâche qui se présente au nouvel Etat tunisien sera d'organiser son crédit intérieur et d'éviter le calvaire des crédits faciles s'accompagnant toujours de conditions spéciales qui auront pour but de le ligoter.

Il devra disposer de sa banque d'émission, cantonner les attributions des établissements étrangers, développer un système bancaire et d'assurances tunisien. Simultanément, relever les salaires agricoles et imposer aux exploitations de fournir aux travailleurs des conditions décentes d'habitat et de travail. Ce régime ouvrier conditionnera la réforme agraire.

Il est bien connu, en effet, que la valeur de la propriété rurale est fonction de son revenu ; or la propriété nord-africaine est en général surévaluée, une comparaison avec la terre française qui produit bien davantage le démontre. Cela provient de ce que le colon ne paie sa main-d'œuvre qu'à un salaire dérisoire, ce qui lui permet d'augmenter d'autant son revenu.

Toute réforme agraire précipitée aurait donc pour conséquence de faire supporter à la Tunisie des reprises de terre à des prix prohibitifs. Cette réforme agraire devant désormais s'effectuer sur l'initiative des Tunisiens et avec souplesse, il importe de ramener la valeur réelle des terres à un cours normal en assurant par priorité aux travailleurs un salaire qui sera basé non plus sur le caprice du plus fort, mais sur le prix de la vie dans le pays, afin que le profit possible de ces terres pauvres apparaisse ce qu'il est. La base étant établie, le reste sera affaire de marchandage.

Les grosses affaires coloniales, Gafsa en tête, s'approprient déjà à profiter des circonstances pour repasser leurs entreprises agricoles. Pour accompagner ces opérations, des crédits éventuels pourraient jouer. Ainsi l'Etat tunisien achèterait au moyen d'emprunts onéreux, et très au-dessus de leur valeur, des terres qui ont été prises et non achetées, et ses travailleurs seraient condamnés à trimer misérablement pour rembourser les emprunts. Des embûches de cette nature, le jeune Etat tunisien en connaîtra à chaque pas.

Et dans sa position de demandeur en proie à une crise économique, il sera mal placé pour discuter les

bilans truqués, les rendements calculés sur de bonnes années, etc.

En revenant à la normale, les bonnes terres à ble organisées mécaniquement pourraient se défendre, les vignobles et autres plantations qui exigent beaucoup de main-d'œuvre seraient fortement dépréciés.

Il faudra aussi reprendre en main les terres habous, mais ce sera souvent moins aisé que ne se l'imaginent les Tunisiens, la plupart des enzels ayant été rachetés, et de nombreuses archives ayant disparu sur l'initiative des colons.

Mise en place des administrations, institution du crédit tunisien, relèvement des salaires, réforme agraire, c'est déjà un gros programme pour ce jeune Etat.

Quelques années passeront à cette tâche et la sagesse de l'Islam conseillera de penser les autres problèmes sans se presser ni se préoccuper des spéculations qui absorbent quelques hommes d'affaires.

Naturellement, les gros colons rechercheront des appuis parmi les gros agriculteurs indigènes. Le sens civique de ces derniers leur dictera leur conduite. Dans ce cas, les conseils du bey seront efficaces, et l'intelligentsia tunisienne comprendra sûrement qu'elle a une autre grande tâche à accomplir qui est l'équipement de son pays en industrie légère, le pouvoir d'achat de ce peuple libéré devant s'accroître rapidement.

L'ALGERIE

Dans ce pays résident les colons les plus anciens, peut-être pas plus voleurs ni plus outranciers et racistes que les autres, mais tenant mieux les rouages de l'administration et mieux rodés au machiavélisme colonial, dont les slogans imbéciles ont été davantage répétés.

Sur 2.400.000 hectares de terres françaises en Algérie, il y en a 1.800.000 attribuées à la grande colonisation, 550.000 environ à la moyenne colonisation et 50.000 à la petite colonisation.

Des affaires comme la Compagnie Algérienne possèdent en un seul domaine 80.000 hectares, sans compter d'autres affaires ou participations. Les terres algériennes ont toutes, à l'origine, été simplement expropriées.

Les colons algériens pensaient sérieusement à l'extermination des autochtones, et ce sont eux qui, en désespoir de cause, furent les artisans de l'émigration des Arabes vers la France.

Ces gens sont les chefs d'orchestre du clan colon en France, où ils ont poussé Juin aux plus hautes destinées malgré une carrière militaire qui frise la trahison.

Mais Juin qui a su retirer au bon moment son fils de l'« enfer indochinois » a épousé une fille Bonney dont le père dirigeait, avant Gratien Faure, la « Maison de l'Agriculture » à Constantine, où il avait pu écumer ce département comme le fit ensuite Gratien Faure.

Ce maréchal est un des plus gros colons de l'Algérie.

Cette faune de colons algériens, que les colons marocains eux-mêmes appellent des pieds noirs, est rarement de souche française.

Borgeaud était encore Suisse après 1920, quand, se défendant dans un procès qui fit en Algérie presque autant de bruit que l'affaire Dreyfus en fit en France, il objectait à ceux qui l'accusaient d'avoir commercé avec l'Allemagne pendant toute la guerre de 14-18, et d'en avoir tiré sa fortune, qu'il était Suisse et ne pouvait être inculpé de haute trahison.

En Algérie plus qu'ailleurs, il y aura épreuve de force, parce que l'insolence des colons y est plus grande, la misère des indigènes plus cruelle, l'expropriation y ayant été plus profonde.

Il n'est que de connaître le texte des misérables

réformes du plan Soustelle pour comprendre que les colons ne permettront jamais qu'il soit lâché quelque chose, et qu'il faudra leur casser les dents.

Là plus qu'ailleurs, la France en reste aux promesses, ce pays qui est au bord de la faillite (il ne peut même pas financer le programme normal de l'« Electricité Algérienne ») promet de fertiliser le Sahara, de faire des barrages, etc. C'est avoir une piètre opinion des indigènes. Ceux-ci ne croiraient même plus les Français s'ils leur disaient qu'il y a de l'eau dans l'Atlantique.

Le récent discours du président Faure qui ne contenait, en plus des menaces, que du bla-bla-bla et une promesse d'intégration, que les Algériens accueillent aujourd'hui comme une insulte, n'est pas un acte qui peut donner confiance dans l'esprit politique des gouvernants français. Ce discours aura sûrement facilité le recrutement des fellaga.

Monsieur le « Président Faure » aurait pu annoncer qu'un salaire minimum légal allait être institué en Algérie, où des travailleurs agricoles se trouvent encore payés moins de 300 francs par jour, que les métayers auraient droit comme ailleurs à 50 % des maigres récoltes que la nature dispense dans ce pays au lieu de 20 %, que les colons qui ont été scandalement exonérés d'impôts subiraient un impôt sur le capital, comme il fut fait en France. Non ! il déclare seulement qu'il va intégrer par force les Algériens dans la famille française.

Jusqu'à ces derniers mois, la population indigène de l'Algérie paraissait divisée en deux camps : les révoltés et les terrorisés, mais la répression ayant montré à ces derniers qu'elle correspondait en somme à une extermination du bicot, et sans distinction, l'unanimité est maintenant faite dans la révolte qui est devenue un moindre risque. Le mouvement a le caractère de ces grands souffles populaires contre lesquels on ne résiste pas, et il est curieux d'écouter ce dialogue de sourds dans lequel la France parle encore de sa sollicitude, de sa justice, et de ses « frères » algériens.

En fait, l'Algérie est de plus en plus le domaine des militaires qui sans aucun doute, et comme en Indochine, feront de ceux qu'ils n'auront pu tuer des adversaires inconciliables. Ce sera la bonne guéguerre avec meurtres, décorations, et soulographies à loisir. Comme en Indochine.

En face, les Berbères désespérés appliquent la tactique de la terre brûlée, deux à trois fermes par jour à certains moments.

Dans un an, la campagne constantinoise sera reprise et les Européens enfermés dans les villes.

Que se passera-t-il dans les départements d'Alger et d'Oran ? Que fera la France ?

LE MAROC

Si l'affaire tunisienne est entrée dans une ère nouvelle, si l'épreuve de force dans toute son ampleur est inévitable en Algérie, la situation marocaine est grotesque, car, en admettant encore qu'il soit possible de réunir chez un colonial français honnêteté et intelligence, ce qui est malheureusement exclu, il aurait pu ne pas y avoir d'affaire marocaine.

De colonisation plus récente, le Maroc vit encore l'âge agressif des conquérants. Mais l'occupation n'était pas terminée que ce peuple, gagné au progrès et averti de la menace, se levait. Désormais, et quoi qu'il arrive, la progression du colonialisme dans ce pays est stoppée. Et déjà l'on voit faire leur bagage à des gens qui rêvaient de vie facile à la colonie, avec des boys et des almées. Or, l'extension du colonialisme devenant impossible, il pourrait être facile de s'entendre. Les terres de colonisation occupent 920.000 hectares, en en déduisant les petites propriétés qui ne portent ombrage à personne ; si l'on admet un aménagement de la moyenne propriété, la grande

propriété pourrait faire l'objet d'une réforme dont les modalités seraient aisément digérées par un pays où le potentiel est encore considérable.

La propriété bâtie et l'industrie ne posent pas de problèmes particuliers.

La crise marocaine s'explique donc par un désir inavoué des colons, et qui à l'heure actuelle peut être qualifié d'insensé, de s'octroyer encore de nouvelles terres. C'est ce mouvement qui commande la politique marocaine, depuis les campagnes qui ont provoqué le départ de Lyautéy dont les colons, Algériens d'origine pour une grande part, ont l'impertinence de se prévaloir aujourd'hui, puis le départ d'Eric Labonne, puis l'avènement de Juin, ce malhonnête homme qui présida à la dispersion des institutions créées par Eric Labonne en faveur du paysannat indigène. Et c'est pour parvenir à une expropriation plus vaste qu'il fallait museler les vestiges du pouvoir local. Mais les jeunes forces de l'Istiqlal avaient déjà suffisamment poussé pour donner au sultan des raisons de résister et lui inspirer la répugnance de collaborer avec les spoliateurs.

Ce sultan dont le peuple marocain ne se préoccupait pas beaucoup a navigué pour éviter de servir l'occupant, cherchant à obtenir des réformes. Il fut alors expulsé, puis accusé de refuser des réformes avantageuses à son peuple, ensuite remplacé par un béni-oui-oui. La France ne fit naturellement aucune réforme, mais l'Istiqlal engagea une action si énergique que la personne du sultan fut portée au premier plan des préoccupations marocaines, et qu'il en résulta une agitation suffisante pour stopper toute possibilité d'extension du colonialisme.

Il devrait être possible, devant cette situation de fait, de mettre un terme au marasme politique, d'établir de nouvelles limites aux activités de la colonisation et de remettre aux autochtones les directions administratives correspondant à leur degré d'évolution et au nouveau régime d'activités économiques. Mais pour en arriver là, il faudrait être honnête et intelligent.

On s'emploie donc à envenimer la situation, l'impulsion donnée par l'équipe Juin suit son cours, les militaires ne rêvent que de crever du bicot, et si la France métropolitaine n'a pas le courage de prendre une décision radicale, l'épreuve de force peut intervenir.

Un mot sur l'affaire Grandval. Ce fut un velléitaire et un naïf qui a été manœuvré par le Glaoui et les militaires. Honnête et courageux, il était d'une intelligence insuffisante et ignorant du monde colonial. Son passage a néanmoins permis d'apprécier le degré de pourriture atteint par l'administration française au Maroc. Ce pays est aujourd'hui infesté d'assassins à gages, et d'hommes de main. Il est devenu impossible d'y obtenir une information exacte. Tous les événements rapportés ces derniers temps sont truqués, l'Oued-Zem notamment. Rien ne s'y fait sans provocation. S'il y a détente, ce sera que les groupes occultes qui mènent le jeu curont trop à obtenir de la métropole pour essayer de conserver l'Algérie, pour essayer de soutenir, en plus, une guerre au Maroc.

En somme, en présence de l'évolution des peuples qu'elle avait soumis au cours de ses conquêtes coloniales, la France avait deux attitudes à adopter.

La méthode qui récemment fut celle des Anglais après leurs expériences malheureuses d'Amérique : partout où ils sentent que cela peut craquer, ils s'arrangent.

Mahomet disait déjà « Entre le peuple et moi, il y a une pelote de ficelle ; quand il tire, je lâche, et quand il lâche je tire. »

L'Angleterre rend aux autochtones des libertés et des responsabilités et elle manœuvre en vue de devenir

indispensable à leur économie et de s'attacher les élites par la culture anglaise.

Les résultats n'ont pas été si mauvais. En matière de politique rien n'est jamais définitif et l'Angleterre aura encore dans l'avenir à modifier son attitude, mais elle évite ainsi de faire jouer contre elle le temps, en empêchant l'accumulation des difficultés.

En France, au contraire, c'est la politique coloniale de l'Espagne qui semble être suivie.

Maintenir l'asservissement de l'indigène : primauté pour la France et le natif dessous ! Ne lâcher que des promesses, et affirmer à tous vents : nous sommes généreux, honnêtes, riches d'une tradition de chevalerie, etc.

La situation de la France est sous plusieurs aspects comparable à celle de l'Espagne des débuts du XIX^e siècle. Sur le plan international, par exemple.

En principe, une nation de deuxième zone comme la France ne peut conserver un empire qu'à condition de bénéficier, au moins, de la neutralité bienveillante de la ou des premières nations.

L'Espagne n'a pu conserver son empire, en partie parce que l'Angleterre, qui dominait le monde à l'époque, et les États-Unis y étaient hostiles.

L'Allemagne n'a jamais pu conserver le sien, parce que l'Angleterre ne le voulait pas, tandis que des petites nations comme le Portugal et la Belgique, satellites de l'Angleterre, ont pu acquérir et conserver les leurs.

Mais les nations premières aujourd'hui sont d'abord les États-Unis, la Russie et l'Angleterre, puis la Chine. Sur les quatre, trois au moins sont réellement anticolonialistes ; en plus, elles ne peuvent pas rester insensibles aux pressions des peuples jeunes d'Asie, du Proche-Orient et même d'Amérique, qui affichent en tête de leurs programmes l'abolition du colonialisme. Aussi, n'est-il pas douteux que le conflit nord-africain devenant aigu, la France sera finalement battue ; depuis l'écrasement d'Hitler, l'anéantissement du colonialisme français est le devoir le plus urgent à accomplir pour l'humanité.

Des colons, il n'y a rien à retenir et rien à attendre ; reste la métropole, et c'est là le drame, car il semble bien que les rouages de son gouvernement sont profondément contaminés par l'influence des colons, qui, depuis plusieurs années, se sont employés à pourrir la France d'un argent mal acquis.

Or si la France veut éviter la ruine et la défaite, il lui faut, comme l'Angleterre, comprendre que le renouvellement de sa politique coloniale impose l'interruption des privilèges des colons et qu'il n'y a pas de possibilité de compromission sur ce chapitre.

SINDBAD LE MARIN.

**ÇA FINIRA PAR ÊTRE VRAI POUR
L'AFRIQUE DU NORD AUSSI !**

Un haut fonctionnaire du gouvernement vietnamien m'a résumé le sentiment commun : « S'IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE LES FRANÇAIS OU LES COMMUNISTES, C'EST LES COMMUNISTES QUI SERONT CHOISIS ».

OBSERVER.

CEUX QUI S'EN VONT

LE CAMARADE NICOLET

premier secrétaire de la Fédération du Bâtiment

Un vieux militant du Bâtiment, le camarade Nicolet, qui était dans le mouvement syndical depuis plus d'un demi-siècle, vient de disparaître. Il s'est éteint le 21 août dernier, à l'hôpital de Saint-Denis. Un de ses compagnons des temps héroïques, G. Duchêne, ancien secrétaire du Syndicat des peintres de la Seine, en ce moment retiré dans un village normand, a bien voulu retracer pour les lecteurs de la R.P. et surtout pour ses camarades du Bâtiment, le rôle joué par Nicolet lors de la fondation de leur première fédération d'industrie :

Membre de la Chambre syndicale des Menuisiers de la Seine, Nicolet en devint secrétaire vers 1904. Ses opinions étaient celles des principaux militants de la C.G.T. d'alors, les Griffuelhes, Yvetot, Pouget, Merrheim, etc., c'est-à-dire qu'il était un syndicaliste révolutionnaire, un de ceux qui firent de la C.G.T. une organisation redoutée par les tenants du régime et la plus grande force révolutionnaire de ce pays.

En 1905, signataire de l'affiche antimilitariste connue sous le nom de « l'affiche rouge », il fut condamné à un an de prison qu'il tira à la Santé.

Nicolet fut le premier secrétaire de la belle Fédération d'Industrie du Bâtiment, qui fut créée en 1907, en application d'une décision du congrès confédéral d'Amiens, en 1906.

Le précédent congrès confédéral, qui se tint à Bourges en 1904, avait adopté une plate-forme de revendications, dont la principale était l'application de la journée de 8 heures à partir du 1^{er} mai 1906.

Mais la pluralité des organisations syndicales et les multiples fédérations de métier dans le bâtiment ne permettaient pas une action suffisamment coordonnée qui eût permis d'obtenir des avantages substantiels. Les gars de la bâtisse le comprirent et se mirent à l'ouvrage pour réaliser l'union par profession d'abord. Ils y réussirent chez les Serruriers et les Peintres : un premier pas était fait !

Les organisations parisiennes du bâtiment créèrent alors un comité ayant pour but la réalisation d'une seule fédération d'industrie dans le bâtiment. Nicolet s'y distingua, il fut un des principaux artisans de cette réalisation.

Vint le congrès d'Amiens, octobre 1906. Au cours de ce congrès, où je représentais mon organisation, je réunis les camarades délégués par les syndicats du bâtiment de province qui, après un échange de vues, furent tous d'accord pour inviter le congrès à donner mandat au comité confédéral pour réaliser l'unité fédérale dans le bâtiment. La motion fut adoptée à l'unanimité. Les fédérations de métier n'avaient plus qu'à disparaître.

Retour du congrès d'Amiens, Nicolet, épaulé par les camarades du bâtiment parisien, se mettait à la besogne. Le congrès unitaire se tint l'année suivante (1907) à la Bourse du Travail de Paris. De nombreux syndicats de province y furent représentés. L'Unité fut acclamée dans l'enthousiasme. Les fédérations de métier avaient vécu sauf une : celle des Peintres ; elle disparut quelques mois plus tard, ses adhérents ayant rejoint la Fédération d'Industrie.

Le comité fédéral fut élu par le congrès. Nicolet comme secrétaire fédéral. Choix très judicieux, la nouvelle Fédération d'Industrie était en bonnes mains.

En 1908, les gravatiers de Draveil-Vigneux, près de Villeneuve-Saint-Georges, sont en grève depuis des semaines, il faut les épauler. Le comité fédéral décide d'organiser un meeting de solidarité sur les lieux mêmes du travail ; des milliers de compagnons s'y rendent.

Clemenceau est au pouvoir ; Aristide Briand à la Justice. Ce mouvement de grève leur déplaît, ils veulent le briser. Un agent provocateur : Métivier, secrétaire du syndicat des Biscuitiers de la Seine, se chargea de cette vilaine besogne.

C'était une belle après-midi de juillet, nous étions assis dans les champs en attendant l'heure du meeting. Plusieurs groupes de cuirassiers passent sur la route au grand trot ; deux coups de revolver claquent vers la troupe. Les manifestants se rassemblent sur la route pour se diriger vers le lieu du meeting. A deux cents mètres, les cuirassiers, développés en ligne de bataille, sabre au clair, nous chargent et piquent les têtes. Une nouvelle décharge de revolver a lieu : Métivier a bien mérité de ses maîtres ! La bagarre a continué jusqu'au soir. Bilan : 2 morts, 75 blessés. La journée avait été chaude pour nous, glorieuse pour les galonnards du 1^{er} cuirassiers !

Le lendemain, Aristide Briand faisait arrêter les secrétaires confédéraux Griffuelhes, Pouget et Yvetot. Sur les instances du comité fédéral du Bâtiment, Nicolet accepta de se mettre à l'abri ; les sbires de Lépine, préfet de police d'alors, ne purent le saisir. La Fédération continua sa propagande avec plus de fermeté que jamais.

Clemenceau avait cru pouvoir décapiter le mouvement ouvrier, mais le congrès confédéral de Marseille qui se tint trois mois plus tard lui fit voir qu'il s'était lourdement trompé et que la classe ouvrière n'était pas mûre pour l'esclavage.

En la même période se tint à Saint-Etienne le 1^{er} Congrès de la Fédération du Bâtiment. Ce fut un succès ! Elle comptait 80.000 adhérents. Nicolet avait accompli là un travail solide et durable. Le congrès lui renouvela sa confiance. La Fédération avait le vent en poupe !

Plus tard (je ne me rappelle plus exactement la date), quelques désaccords se manifestèrent au sein du comité fédéral : le travail y devenait très difficile en raison de la position prise par une fraction dite insurrectionnelle, influencée par la « Guerre sociale » de Gustave Hervé. Nicolet démissionna, rentra dans le rang et reprit son rabot.

En 1914, nous nous rencontrâmes pour la dernière fois à Verdun, affectés dès le 2 août dans ce secteur tranquille !... Grâce aux bons soins du ministre de la Guerre Messimy, qui nous avait fait l'honneur du fameux « carnet B » !...

Eloigné de Paris, je n'ai pu assister aux obsèques de ce bon camarade et ami. Je le regrette profondément. En écrivant ces lignes, je tenais à faire connaître aux gars du bâtiment (en particulier) qu'un de leurs anciens propagandistes de grande valeur a apporté dans les luttes revendicatrices un courage et une abnégation dignes de tous les éloges. C'est un exemple à méditer et à suivre. Souvenez-vous de Nicolet !

A la famille de notre regretté camarade, je présente mes bien sincères condoléances.

G. DUCHENE.

D'un cinquantenaire syndicaliste à une histoire révolutionnaire

Le 26 novembre 1955, on pourra célébrer le cinquantenaire du Manifeste des Instituteurs syndicalistes, rédigé par Louis Roussel, président des normaliens de la Seine, Courrèges, Cottet, Dufrenne, Gibouleau, Glay, Goyard, conseillers départementaux de la Seine, signé par 110 militants de Paris et de province, tous conseillers départementaux ou animateurs des syndicats et des amicales. On a raison de dater de cette publication l'origine du syndicalisme universitaire — quoique celui-ci se soit déjà exprimé par les audaces des précurseurs, la création de syndicats, des affirmations et des organisations.

Le Manifeste d'ailleurs apparaît comme la conclusion d'une année marquée par la naissance des syndicats des Pyrénées-Orientales, du Var, du Morbihan, des Côtes-du-Nord, de la Seine. C'est sans doute parce que ce dernier fut le premier poursuivi (ce qui provoqua un débat parlementaire le 7 novembre 1905) que l'idée du Manifeste s'imposa comme une réplique nécessaire, comme une solennelle « prise de position ». Les poursuites furent abandonnées. Et quels qu'aient été, de 1905 à 1914, les reflux et les troubles provoqués par la répression gouvernementale, l'institution a duré et le mouvement s'est prolongé sans interruption. Ajoutons que les lourdes amicales quelque peu enlisées dans le marais politique n'ont repris leur marche — lente mais sûre — que lorsqu'elles furent animées par des syndicalistes.

Il n'est pas inutile de rappeler que l'an 1905 fut également marqué par le vote de la loi de Séparation (en juillet), la réalisation de l'Unité Socialiste (en avril), la préparation du légendaire Premier Mai 1906 décidé par le congrès confédéral de Bourges en 1904.

Il est donc normal et heureux que les syndicalistes de l'Enseignement célèbrent le cinquantenaire du Manifeste concluant une année historique. Sudel — la maison d'éditions du Syndicat National des Instituteurs — se doit de mettre en relief le monument par des publications commémoratives, capables d'unir dans le souvenir et l'espoir tous ceux qui restent fidèles à l'esprit du Manifeste. Elle nous offre un livre de Max Ferré, docteur ès lettres : *Histoire du Mouvement syndicaliste révolutionnaire chez les Instituteurs, des origines à 1922* (1), dont seule la préface de Georges Vidalenc répond parfaitement à notre attente et à nos aspirations.

L'auteur du livre a voulu certainement réaliser une œuvre honnête, complète et claire. Outre une documentation où les manuscrits et les textes encore inédits s'ajoutent à une abondante littérature (livres, brochures, revues, journaux), il a utilisé les résultats d'une enquête ouverte le 20 mars 1950

(1) Que l'on ne se plaigne pas de la longueur d'un compte rendu de bouquin ! Car il ne s'agit pas d'un compte rendu. Plutôt d'une introduction. Chaque fédération devrait composer sa propre monographie historique. Mais il faudrait une équipe se plaçant au-dessus de la mêlée... loin des restes des anciennes mêlées.

« en vue d'une thèse de doctorat » ayant pour sujet : « *le Mouvement syndical chez les Instituteurs* ».

A 18 anciens secrétaires ou dirigeants, 44 militants de la vieille Fédération de l'Enseignement, à 30 membres ou anciens membres du bureau, 24 secrétaires de sections ou militants du Syndicat National, il a adressé un questionnaire long et précis sur leur origine, leur formation, les motifs et « forme » de leur syndicalisme, leurs lectures, les causes de leur éloignement de l'action syndicale, leurs principales préoccupations — les priant « in fine » de tracer le portrait physique et surtout moral des principaux militants syndicalistes.

Je veux croire que les 45 réponses reçues ont paru suffisantes à M. Ferré. Je ferai preuve sans doute d'une sensibilité excessive et d'une vanité outrecuidante en confessant ma pénible déception de ne pas figurer parmi les 116 destinataires. J'ai adhéré à la C.G.T. en 1919, avant de recevoir mon premier ordre de suppléance. J'ai été secrétaire adjoint du syndicat unitaire de la Seine. En 1939, j'étais secrétaire général du syndicat de l'Enseignement de la région parisienne, secrétaire de la commission d'éducation sociale du bureau du S.N. C'est à ce titre que j'ai pris de lourdes responsabilités dans l'action publique, syndicaliste et pacifiste du S.N. en 1938 et en 1939. M. Ferré qui a lu la R.P. — et même mes articles qu'il cite — n'a pas remarqué que j'avais répondu par avance à sa question sur le portrait moral des militants (2).

J'ai tort d'insister. C'est manquer de discrétion et d'élégance. Mais c'est peut-être parce que je crois saisir en cette omission un exemple des lacunes que l'on peut déceler sous l'apparente solidité du monument, une preuve de l'orientation positive et négative d'une œuvre qu'un lecteur superficiel ou mal informé peut juger d'une parfaite objectivité.

Livre, documentation, interprétation et commentaires orientés ? Par qui ? Les premières pages nous indiquent la réponse. M. Ferré, s'il a lu beaucoup de textes imprimés ou manuscrits, n'a utilisé comme base, axe et boussole que les écrits, les opinions et les jugements de Louis et Gabrielle Bouët. Ce n'était certes pas un témoignage à dédaigner. On aurait approuvé la rédaction — en style apologétique — d'une biographie des Bouët, un hommage à leur vie exemplaire et à leur apostolat. Mais M. Ferré s'est voulu historien. Ce qui implique des servitudes intellectuelles — et d'abord un examen critique de tous les témoignages — qu'il a

(2) Sur mon action syndicaliste, pacifiste, internationaliste j'accepte volontiers de confronter mes états de services avec ceux des 116 destinataires choisis. Je n'ose invoquer la morale du « Refus de parvenir » dont M. Ferré ignore qu'elle prit sa forme systématique sous la plume d'Albert Thierry. Peut-on s'en réclamer... lorsqu'on vit depuis quatorze ans la vie de château, dans une chambre de 3 mètres sur 3 et une grande salle à manger où 150 enfants nous procurent une détente gratuite ?

quelque peu dédaignés. On s'étonne que le comité de lecture de Sudel — et surtout son gérant actuel Aigueperse, vieux syndicaliste chevronné et estimable — n'ait pas imposé à l'auteur les rectifications et les compléments que réclamaient la vérité historique et la probité intellectuelle.

On retrouve cependant dans le livre non pas l'intransigeance doctrinale des Bouët — certaines observations de M. Ferré semblent assez éloignées des idées révolutionnaires (3) — mais, ce qui est bien pire, leurs exclusions, leurs inimitiés, même leurs rancunes.

D'abord, l'hostilité des ruraux à l'égard des Parisiens. Et sans doute « le particularisme » de ceux-ci justifiait — justifie encore — quelque méfiance. Méfiance qui ne peut se traduire en mépris de l'effort des militants parisiens qui réussirent à chasser ce particularisme d'eux-mêmes, à en limiter les effets collectifs.

Ensuite la condamnation des militants qui voulaient agir au sein de la masse sans forcer l'allure, et qui dans leur majorité pensaient que pour être « agissante » une minorité ne doit pas être isolée.

Surtout la répudiation des « hérétiques », de tous ceux que la grâce efficace n'a pas touchés ou qu'elle a abandonnés. Les hérétiques plus infernaux que les mécréants !

On s'instruit par la liste de ceux que M. Ferré a honorés de notes biographiques. Illustrer d'exemples vivants l'histoire d'une aussi riche humanité, c'est une méthode recommandable, dont Dolléans a heureusement usé dans son *Histoire du Mouvement ouvrier*.

Les Bouët méritaient sans nul doute un hommage particulier. Encore faut-il garder quelque mesure.

Ne pas consacrer par exemple une place beaucoup plus importante au déplacement d'office de Gabrielle Bouët qu'à l'internement de Julia Bertrand, l'arrestation de Lucie Colliard, l'emprisonnement des Mavoux, d'Hélène Brion, de Lorient. On raillait les journalistes russes qui pour célébrer Tolstoï parlaient de Staline... lecteur de Tolstoï. Pour situer « *L'Avenir Social d'Evône* » — l'orphelinat ouvrier fondé par Madeleine Vernet — fallait-il signaler une visite des Bouët comme un événement historique ?

Parmi ceux qui ont droit à une note biographique, les noms de Nègre (révoqué par Clemenceau), de Léger (du Rhône), des Mavoux, de Briard (de la Seine-Inférieure), de Julia Bertrand (de Seine-et-Oise) n'appellent qu'un salut respectueux.

Mais il en est d'autres... dont le « destin hors série » méritait mieux qu'une citation à l'index. D'abord André Chalopin à qui sa courageuse attitude à la tête du syndicat de la Seine et de la fédération entre Chambéry et la guerre valut de donner son nom à la jésuitique rubrique de la *Libre Parole* contre les instituteurs syndicalistes et laïques. La dernière « chalopinade » laissa son cadavre sur le champ de bataille de Charleroi, en 1914.

D'autres qui sans appartenir à la « tendance Bouët » dirigèrent ou animèrent la Fédération : les Bretons : Josette et Jean Cornec, Allot, Rollo (mort en déportation), Baldacci (de la Loire), Fontaine (du Rhône), pionniers du syndicalisme révolutionnaire, Georges Thomas (de l'Indre), le jeune du

(3) Soyons équitables. Lorsqu'il s'agit d'exposer des « thèses », M. Ferré s'en tire avec toute la maîtrise d'un « docteur ès lettres ». Seulement un mouvement ne se laisse pas aussi facilement enfermer dans des mots. Certaines expressions, certaines citations même nous inclinent à croire que M. Ferré n'a jamais vécu le mouvement syndical.

congrès de Chambéry qui refusait « l'embourgeoisement par des traitements « péréqués »... », Marthe Bigot, dont la scandaleuse révocation en 1922 provoqua la démission de presque tous les conseillers départementaux de France (4).

Que de tels noms se perdent dans la platitude des comptes rendus c'est déjà une forme d'injustice par omission. Encore n'a-t-on pas défiguré ceux qui les portent. Mais que penserait-on d'un historien qui donnerait le même relief aux hésitations et aux erreurs humaines d'un héros ou d'un savant qu'à ses exploits ou découvertes ? Qu'Hélène Brion, secrétaire fédérale, et Lorient, trésorier, aient été emportés au début de l'autre grande guerre par le courant belliciste auquel bien peu résistèrent à Paris, il fallait peut-être le noter... pour prouver son objectivité. A la condition d'insister suffisamment sur tout le reste, sur l'activité passionnée d'Hélène dont la propagande pacifiste atteignit son point culminant lors du grand procès devant le conseil de guerre de mars 1918 ; sur la fermeté héroïque de Lorient, qui personnifia la « résistance internationaliste » au comité confédéral de la C.G.T. d'abord, puis au sein du parti socialiste. Sans doute M. Ferré nous objectera-t-il qu'il a indiqué tout cela. Justement ce sont des indications dont le style banal et discret contraste singulièrement avec la pompe de l'hommage rendu aux Bouët.

Nous avons déjà raconté le voyage « clandestin » de Lorient en Suisse, où il signa la fameuse déclaration des socialistes internationalistes qui décida du retour de Lénine en Russie à travers l'Allemagne en mars 1917. Voyage réalisé avec la complicité de notre amie Lucie Colliard. M. Ferré — qui fait de Trotsky le compagnon de voyage de Lénine (gros-sière inexactitude) — commente ainsi : « *Lorient faisait preuve de courage : il pouvait s'attendre à beaucoup d'ennuis.* » Des ennuis ? Un blâme, un déplacement d'office ?... M. Ferré ne sait pas que Lorient, Lucie Colliard — comme d'ailleurs Merheim et Bourderon lors du voyage à Zimmerwald, comme Hélène Brion en pleine ère clemenciste des grands procès de trahison — risquaient tout bonnement la peine de mort...

Le ton sur lequel M. Ferré parle d'Audoye — véritable fondateur de l'*Ecole Emancipée* — n'est guère plus supportable. Et son zèle de copiste devient proprement odieux, lorsqu'à propos du référendum sur la grève du 1^{er} mai 1920, il fait état « de la défection de Marie Guillot ». Il n'y a pas défection, lorsqu'il s'agit d'un vote préalable. Dommanget — dont la haute valeur méritait aussi une place dans le palmarès — s'était d'ailleurs prononcé dans le même sens. Et Bouët, lui-même, déféré devant le conseil départemental en juin 1920, se défendra en alléguant « qu'il n'avait pas fait grève le 1^{er} mai ».

C'est ainsi que M. Ferré discrédite l'admirable femme que sa courageuse clairvoyance dressa en 1914 contre la guerre et en 1923 contre la colonisation des syndicats — dont nous avons perpétué le souvenir, après sa fin tragique, par un monument

(4) Rappelons que le syndicat du Finistère fut jusqu'en 1930 le seul syndicat de masse de la Fédération, que les Cornec furent secrétaires fédéraux jusqu'en 1923. Rollo qui fut également secrétaire fédéral de 1923 à 1925 pensait déjà en 1922 à l'opération de fusion qu'il ne réalisa dans le Morbihan que deux ans plus tard.

Baldacci eut une vie si édifiante que des militants ouvriers — dont il avait souvent condamné les tendances — proposèrent de donner son nom à une des salles de la Bourse du Travail de Saint-Etienne.

Quant à Marthe Bigot, sa révocation ne fut qu'un accident dans une vie exemplaire consacrée aux actions périlleuses, aux besognes humbles, aux grandes études.

commémoratif et surtout par la publication de ses lettres de guerre — aussi émouvantes que celles de Rosa Luxembourg.

Mais il est aussi triste de penser que les jeunes du S.N. qui liront un livre patronné par le S.N. ignoreront le nom de Marthe Pichorel dont j'ai rappelé qu'elle adhéra au syndicat — que d'autres abandonnaient par prudence télégraphique — par solidarité avec les congressistes de Chambéry, et qui représenta pendant plus de vingt ans le personnel féminin et le syndicalisme féminin. Quant au fondateur du S.N., Louis Roussel, les lecteurs ne le verront qu'à travers une image déformée. M. Ferré se contredit d'ailleurs à trois pages d'intervalle. Page 121, il rappelle la profession de foi de Roussel au congrès des Amicales de 1909 (d'où il sortit président de la Fédération) : « Dans la C.G.T. mes sympathies vont aux révolutionnaires, non aux réformistes. » Page 124 il écrit : « Roussel et Glay sont attirés par les thèses du syndicalisme réformiste. »

C'est qu'il lui fallait se soumettre à l'interprétation « orthodoxe » des faits : Roussel et Glay menant la même besogne, selon le même esprit, avec des tempéraments différents.

Sans doute — malgré quelques relents polémiques — présente-t-il assez exactement la doctrine de Glay pour qui le syndicalisme prolongeait simplement la démocratie. Mais il méconnaît l'originalité de Roussel dont le syndicalisme était *exclusivement l'intégration dans l'organisation ouvrière*. Pour personnaliser les distinctions, si l'on voit en Jouhaux l'héritier de 48 — des insurgés de juin 1848, pendant la première période de sa vie, des démoc-soc de février 1848, pendant la seconde période — on peut dire qu'avant 1914 Glay adhérait à la C.G.T. *malgré Jouhaux*, tandis qu'en 1919 il s'accrochait à la C.G.T. de Jouhaux.

Roussel, au contraire, devant ses mandants, n'a jamais voulu voir en Jouhaux que le représentant de l'organisation ouvrière, dont il n'admettait pas la division. Adversaire de la formule autonome — adoptée par la Fédération des Fonctionnaires, après la scission confédérale de 1921 — il réalisa jusqu'en 1929 (imité par Marthe Pichorel, Lapierre... et nous) l'unité dans son porte-cartes : secrétaire du Syndicat National dans la vieille C.G.T., adhérent individuel à la fédération de l'Enseignement de la C.G.T.U.

Bien plus que des motions et discours, un tel geste classe l'homme.

Il est vrai que le livre apporte une documentation d'un volume appréciable. On voudrait cependant plus de vigilance et de soin dans les précisions. Il s'agit non d'un article que l'on peut rectifier... mais d'un livre qui doit demeurer sans retouches.

Aussi ne faudrait-il pas signaler : la *Révolution prolétarienne* comme née en 1906, indiquer qu'elle est devenue revue syndicaliste-révolutionnaire en 1931 sans préciser que l'épithète remplaçait le terme communiste utilisé depuis 1925 (p. 323). Il est vrai que M. Ferré a connu une *Vie ouvrière...* quotidienne (?) (p. 265).

Tout est relatif, évidemment. L'importance ne se mesure pas au nombre de pages. Peut-on cependant qualifier d'*insignifiante* la place prise par le congrès de Chambéry de 1912 dans la *Vie ouvrière* alors que celle-ci y consacra plus de 40 pages ? (un article de Monatte et un compte rendu de Sabelle) (p. 166).

A lire le compte rendu des débats de 1919 sur l'adhésion à une section syndicale de la *III^e Internationale*, on pourrait croire que la constitution de l'*Internationale syndicale réformiste d'Amsterdam* fut une réplique — alors qu'il s'agissait de recons-

tituer la Fédération Syndicale Internationale créée officiellement au congrès de Zurich de 1913 et qui existait avant la lettre depuis 1901 sous la forme de *Secrétariat syndical international* (p. 229).

Passons rapidement sur d'autres inexactitudes, simplifications, confusions.

A.-V. Jacquet qui fut (selon Dommanget, *Ecole Emancipée* du 1^{er} octobre 55) « de la phalange des Léger, des Bernard, des Fontaine, des Raffin, du Rhône, qui marqua dans l'histoire glorieuse du syndicalisme universitaire »... (5) est présenté simplement comme « instituteur catholique » (p. 235).

Deux articles remarquables de Marcel Martinet et de Fontaine contre Poincaré sont jugés « maladroits et outrés » (p. 260) (6).

Par compensation, M. Ferré éprouve le besoin de citer Mauricius comme leader anarchiste. Ici une note biographique s'imposait avec référence au fichier des collaborateurs de la police. Il affirme péremptoirement que vers 1909 « le syndicalisme révolutionnaire s'était déjà beaucoup éloigné de l'anarchie, il suivait la ligne de la C.G.T. » (p. 157). Tout aussi péremptoirement (p. 246) « que la scission politique est le prélude à la scission syndicale » Et ce docteur ès lettres ne cite d'Albert Thierry que ses « tristes (!?) Nouvelles de Vosves » (p. 205).

Voici plus grave : hommage est rendu (p. 274) à G. Daviaud (de Maine-et-Loire) qui organisa la solidarité en 1920 au sein de la Fédération de l'Enseignement. Mais une note précise que « révoqué en tant que franc-maçon sous Vichy, Daviaud ne reçut aucune aide... ». Et l'explication vient naturellement : « Il est vrai que la Fédération de l'Enseignement n'existait plus depuis 1935, date de la fusion ».

Plus grave et d'une odieuse injustice ! M. Ferré ignore-t-il qu'en 1940 le Syndicat National avait été dissous ? Qui lui permet d'insinuer que le syndicalisme universitaire a ignoré la solidarité de 1935 à 1940 ? En décembre 1938, le Syndicat National, par deux souscriptions successives, supporta la charge d'une semaine de traitement pour tous les grévistes du 30 novembre 1938, et assura l'aide massive aux républicains espagnols proscrits.

J'affirme qu'aucune autre organisation syndicale n'aurait été capable d'un tel effort. Et je peux témoigner que la solidarité s'est exercée efficacement dans la Seine, pendant la guerre et l'occupation, sous la forme de « caisse noire » et de comité clandestin. C'était peut-être impossible dans le Maine-et-Loire. Le Maine-et-Loire n'est pas toute la France... quoiqu'il apparaisse, à travers M. Ferré, comme la terre d'élection du syndicalisme révolutionnaire !

Faut-il reconnaître à M. Ferré un choix de citations capable d'éclairer les lecteurs sur les thèses soutenues par les militants syndicalistes ? Je me

(5) Dommanget me rappelle son ami Albert Mathiez. La même probité historique jointe à une ardeur de convictions que l'âge n'a pas affaiblie. Mais s'il peut toujours s'indigner, s'il peut toujours se passionner, il sait aussi oublier l'accessoire pour entretenir le « permanent ». Il s'opposa en des débats tumultueux à des militants dont il célèbre aujourd'hui la constance. Quelle leçon pour M. Ferré... ou plutôt pour d'autres qui ont inspiré M. Ferré.

(6) Notre Marcel Martinet est présenté en ces termes : « écrivain pacifiste, ami de Romain Rolland ».

Si M. Ferré a l'intention de combler les vides de sa documentation, je lui conseille de se procurer le numéro des **Humbles** d'avant guerre consacré à Marcel Martinet. Il y apprendra que le poète des **Temps maudits** n'avait pas attendu l'amitié de Romain Rolland pour suivre sa vocation révolutionnaire, qui n'appartient pas au même domaine que les entreprises littéraires rentables ou les vagabondages d'un docteur ès lettres.

médie un peu de cette... « clarté ». J'ai en effet l'honneur d'être cité trois fois par M. Ferré.

Est-ce disgrâce personnelle ? Chacune de ces citations tronquées ne peut qu'égarer le lecteur.

(Page 162). A propos du congrès de Chambéry, j'ai écrit dans la *R.P.* de décembre 1948 « que l'adhésion au Sou du Soldat qui n'eut pas d'effet pratique apparaissait comme une manifestation symbolique et audacieuse de leur volonté syndicaliste ». Le « Sou du Soldat » avait en effet pour objet de lier les travailleurs mobilisés aux Bourses du Travail. Le vote de Chambéry marquait donc bien l'affirmation concrète de l'adhésion aux Bourses du Travail. Cela n'apparaît pas nettement dans les commentaires de M. Ferré. Il est vrai qu'il n'a fait que se conformer aux explications fournies à l'époque par les militants du syndicalisme universitaire.

M. Ferré me reproche (p. 225) de ne pas apporter de leueurs précises sur l'action de la Fédération des Fonctionnaires, lors des discussions autour de la fusion entre la vieille Fédération des syndicats d'instituteurs et le jeune Syndicat National. « Hagnauer semble justifier la position de Glay et de Roussel par une action opportuniste et la nécessité d'obtenir un reclassement honorable de la fonction enseignante. »

Nous touchons ici à l'essentiel. Je renvoie à mon article de décembre 1948 : « La faillite du syndicalisme des fonctionnaires ». Je regrette de ne pas avoir atteint la clarté par la simplification artificielle d'une situation complexe. Mais je n'ai jamais confondu deux phénomènes nettement distincts. La transformation des Amicales en Syndicat National, la volonté de Roussel d'adhésion à la C.G.T. — et le maintien de la liaison avec la Fédération des Fonctionnaires.

Ici, il s'agissait de profiter de la grande opération de reclassement des fonctions publiques, pour relever la fonction enseignante jusqu'aux niveaux fixés avant la guerre.

Le Syndicat National, par cette procédure, a participé aux travaux des commissions Hébrard de Villeneuve et Martin. L'efficacité — après de longues années de négociations et de batailles — justifie l'opération. Le personnel enseignant a bénéficié de coefficients de majoration nettement supérieurs au coefficient moyen.

Mais la fusion des deux organisations n'était nullement conditionnée par cette action corporative. On opposait (conflit qui s'est souvent produit) la formule : adhésions individuelles à la base — à celle de l'unité globale au sommet. Malgré leurs antipathies, les dirigeants confédéraux n'ont pu vaincre l'intransigeance de la vieille fédération, justifiée formellement par les statuts. Le Syndicat National de 1919 à 1922 ne toucha la C.G.T. que par la Fédération des Fonctionnaires qui y adhéraient en bloc. Il suffirait alors pour éclairer M. Ferré d'observer les effets de la scission confédérale de 1922. La Fédération des Fonctionnaires s'isole des deux centrales et devient autonome. Le Syndicat National adhère immédiatement à la vieille C.G.T. et l'adhésion d'abord facultative des syndiqués devient obligatoire en 1925. Lorsque la Fédération des Fonctionnaires, en 1927, au prix d'une scission interne, revient à la C.G.T., elle ne peut le faire que sous la forme « monstrueuse » d'un cartel de fédérations (dont la Fédération de l'Enseignement) directement représentées au comité confédéral.

Aussi la dernière citation (p. 293) : « l'évolution du syndicalisme révolutionnaire suivit celle du syndicalisme ouvrier », apparaît comme une inexorable mutilation de ma pensée. J'ai écrit (*R.P.* avril 1952) : « Des deux côtés, l'évolution du syndicalisme universitaire suivit celle du syndicalisme ouvrier avec une clarté dans l'expression qui fournirait à

un historien scrupuleux des documents vivants ». Mais j'avais écrit, quelques lignes avant : « L'affaire (celle de la fusion) fut réglée dans les plus mauvaises conditions possibles. A la scission la fédération resta à la C.G.T.U. Le Syndicat National rejoignit la vieille C.G.T. Logique apparente qui, par une simplification arbitraire, confondait deux phénomènes distincts. Les syndicalistes qui, de 1905 à 1914, avaient « noyauté » les Amicales n'étaient pas solidaires a priori de la majorité réformiste ». Cette... « rectification » est en effet essentielle. Elle dépasse en importance toutes mes susceptibilités d'auteur malmené. Elle explique l'erreur fondamentale de M. Ferré, l'avortement de sa tentative, malgré une évidente bonne volonté et la valeur documentaire et critique de nombreux chapitres de son livre.

La première erreur de M. Ferré réside dans son titre. On pouvait en effet se proposer d'écrire quelques biographies de militants syndicalistes révolutionnaires, même en réservant une place d'honneur à Louis et Gabrielle Bouët. Œuvre de moraliste autant que d'historien, car la formation, la naissance souvent empirique du syndicalisme, l'action militante chez les pionniers n'expliquent qu'imparfaitement le rassemblement de cette équipe exceptionnelle digne de cette phalange héroïque de militants ouvriers célébrée par Romain Rolland. La lutte contre l'arbitraire administratif et politique, la volonté ouvrière, le refus de parvenir, le pacifisme, l'idée révolutionnaire — ce ne sont peut-être là que les fruits d'une vocation éducative fixée par le « respect de l'homme » et la foi en la liberté humaine. Jaurès, en conclusion d'une belle conférence sur Tolstoï, voyait la Révolution dans « l'organisation de ceux qui souffrent, la haute protestation de ceux qui pensent ». Les instituteurs syndicalistes avaient réalisé en eux cette haute synthèse de la conscience de classe et de l'humanisme révolté. Exceptionnels parce qu'ils demeuraient fixés au sol en concevant d'ambitieuses libérations et constructions et parce qu'ils ne s'évadaient pas dans l'utopie de l'illusion — ils étaient aussi par la profondeur de leur culture. Dumas, cité par M. Ferré, a tort de parler d'un certain « orgueil d'autodidacte ». Parce que cet orgueil prouve la véritable, la seule culture. Mais, pour répondre au mépris des primaires dont se dégagent mal nombre d'agrégés révolutionnaires, il me faudrait insister sur l'intelligence profonde et originale de certains anciens que j'ai connus intimement. On connaît l'historien Dommanget, le géographe Gachon (ancien instituteur qui, devenu professeur de faculté, n'est pas demeuré des nôtres). D'autres des mêmes générations sont en littérature, en philosophie, en paléontologie, en physiologie, en psychologie... des « amateurs » qui pourraient en apprendre à pas mal de professionnels. On n'a retenu d'eux cependant que leur activité militante.

On pouvait se proposer d'écrire l'histoire des idées révolutionnaires chez les syndicalistes de l'Enseignement. Pour cela, il fallait s'évader des classifications ordinaires. Les pionniers ne furent pas des dreyfusistes, des laïques, des socialistes... comme les autres. Peut-être parce que la nécessité de la revendication a été supportée, chez beaucoup d'entre eux, par la séculaire patience paysanne et qu'en perdant de sa force explosive elle a gagné en valeur permanente. Aussi parce que la lutte politique représentait pour ces artisans de l'École laïque tout autre chose que les intrigues de politiciens ou des jeux de doctrine. Ils n'avaient vu en l'affaire Dreyfus qu'une protestation du Droit. Ils ne voyaient dans le socialisme que la libération de l'homme. Et tout naturellement ils adhéraient à

la classe ouvrière, qui n'ayant rien à perdre trouvait « *le Droit dans la lutte* » et brisait les institutions qui paralysaient l'homme.

Ils pouvaient s'affirmer syndicalistes par la conscience de leur situation prolétarienne. Mais leur choix délibéré impliquait la rupture avec l'Etat, l'attente d'institutions nouvelles. Quelles que soient leurs vellétés de partisans, leurs précautions verbales, ils se révélaient libertaires dans les plus significatives de leurs manifestations.

Quant à leur pacifisme, qui fut d'abord une réaction spontanée, il s'apparentait à cet humanisme populaire. La perte des militants tombés dans les premiers mois de guerre leur apparaissait comme irréparable, justement parce que rien ne valait à leurs yeux la présence de l'homme.

On pouvait enfin tenter d'écrire tout simplement l'histoire du mouvement syndicaliste. Seulement, il fallait ne pas le lier au heurt et au développement d'idéologies. Il fallait profiter du recul du temps pour dominer le sujet, en évaluant, par delà les conflits de tendances et les polémiques personnelles, le chemin parcouru du Manifeste de 1905 au groupement de 1939. Les moralistes, les idéologues, les hommes d'action, les politiques ont joué leur rôle dans cette longue évolution. C'est pourquoi j'ai tenté de réconcilier dans notre gratitude (cf. *R.P.* d'avril 1952) un Bouët, janséniste révolutionnaire ; un Cornec donnant à la défense laïque l'aspect d'une action directe révolutionnaire et d'un mouvement de masse ; un Roussel brisant l'unité cor-

porative pour regrouper la majorité dans les Bourses du Travail. Dans l'Université, comme dans la classe ouvrière, il suffit au syndicalisme de se vouloir indépendant pour devenir révolutionnaire, non par idéologie mais par logique organique.

Enfin M. Ferré a eu tort de fixer à 1922 le terme de son étude. Car c'est par une coïncidence accidentelle que la scission confédérale a provoqué un classement provisoire. De 1918 à 1922, la révolte contre la guerre, les illuminations de la Révolution russe avaient imposé de rigoureuses éliminations. Mais c'est avant 1918 que le syndicalisme universitaire avait tracé ses lignes essentielles. C'est après 1922 que les valeurs permanentes ont repris leur empire, déterminant dans la Fédération unitaire la cristallisation de trois tendances, et dans le Syndicat National un conflit de générations.

Il est plus difficile, me disait un ami professeur d'histoire, rencontré en 1940, de faire l'histoire que de l'enseigner. Il est encore plus difficile de l'écrire lorsqu'on ne cherche pas à retrouver tous ceux qui l'ont faite.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Nous avons l'intention de célébrer à notre manière le cinquantenaire du Manifeste en publiant quelques souvenirs de militants de l'époque héroïque.

Nous tenterons, en particulier, d'éclairer — par un rappel de documents — l'histoire de l'opposition de guerre telle qu'elle fut menée par la vieille Fédération des Syndicats d'Instituteurs.

Dans les transports parisiens

Action syndicale et opérations politiques

L'agitation de septembre dans les Transports parisiens appelle l'attention à plus d'un titre.

Sans doute — comme nous l'indiquons dans la *R.P.* de septembre 1955 — faut-il compter avec l'atmosphère générale et cette excitation de la revendication, pendant la période de vacances, depuis août 1953.

Il y a cependant une situation particulièrement complexe dans la Régie autonome, qui tient d'abord de la dualité d'une entreprise gérée en principe selon les pratiques commerciales et industrielles ordinaires et d'un service public soumis à des servitudes étatiques.

Ensuite des conditions particulières d'exploitation de chacun des deux réseaux : ferré (métro) et routier (autobus). Aussi de l'opposition possible entre les progrès techniques et les intérêts de l'ensemble du personnel.

Syndicalement, la R.A.T.P. est ravagée par la multiplicité des organisations et l'égoïsme de catégorie.

L'administration — favorisée par la démagogie stalinienne avant et après la scission — a naturellement tendance à creuser les fossés entre les différentes catégories.

Mais la R.A.T.P. — le phénomène n'est pas nouveau — joue un rôle essentiel dans l'économie de l'agglomération parisienne. D'où la tentation de paralyser le trafic pour déclencher ou entretenir

des arrêts de travail dans toutes les industries. L'expérience nous apprend que de la participation de la R.A.T.P. dépend le succès d'une grève générale à Paris et dans la banlieue. Ce qui explique les opérations des post-staliniens et aussi les espoirs de camarades sincèrement révolutionnaires pour qui la revendication n'a d'intérêt que lorsque la « lutte finale » prolonge l'action corporative.

Les organisations syndicales de la R.A.T.P. protestent depuis 1948 contre la rupture de la parité établie entre les machinistes et ouvriers de la R.A.T.P. et les ouvriers d'Etat de la préfecture de la Seine. Ce fut une des principales revendications formulées lors de la grande grève de 1951. Nos camarades du syndicat F.O. rappellent que cette régression s'est produite lorsque les staliniens contrôlaient un syndicat de 23.000 membres encore uni. Ils accusent les dirigeants cégétistes d'être également responsables du système des primes, de la rémunération du « rendement », des avantages accordés à la hiérarchie.

Cependant ce sont des revendications particulières qui ont — au moins apparemment — provoqué l'agitation : le maintien, hors de la prime de rendement, des primes spéciales des machinistes des autobus (qui ont roulé sans accident) et des receveurs pour manipulation de la monnaie ; la protestation contre « les banquettes relevées » dans

les autobus ; la division établie sur le réseau ferré entre le personnel roulant et le personnel des stations.

La première revendication fut formulée par le syndicat F.O. (général). Elle aboutissait à l'octroi d'une augmentation de 1.000 francs au personnel routier. En mai 1955, satisfaction était accordée par la direction de la R.A.T.P. et le ministère des Transports et Travaux publics — avec rappel du 1^{er} janvier 1955.

Mais la commission de coordination des salaires des entreprises nationalisées opposait son veto et reportait au 1^{er} juillet la date de départ. N'ayant pu obtenir du ministre le respect des engagements pris, le syndicat F.O. lançait l'ordre de grève des autobus dans la soirée du 30 août.

Des négociations engagées immédiatement aboutirent à l'ordre de payer le 1^{er} septembre 4.000 francs de rappel (soit 26 francs par jour du 1^{er} janvier 1955).

Cependant le 13 septembre se déclenchaient parallèlement une grève dans les dépôts d'autobus (à propos des banquettes relevées) et une grève des chefs de station, surveillants et receveuses du métro. Le soir, le syndicat C.G.T. se disposait à lancer le mot d'ordre de grève générale dans la R.A.T.P.

Le syndicat F.O. prit alors l'initiative d'une démarche concertée de tous les syndicats libres à la direction générale.

Le 15 septembre, les deux syndicats F.O. (général et administratif), les syndicats C.F.T.C., indépendant et autonome signaient avec les représentants du ministère des Travaux publics et de la R.A.T.P. un protocole d'accord comportant :

1^o La confirmation des révisions de salaires et de primes ;

2^o Le payement anticipé des 6^e et 7^e « étapes » de la productivité ;

3^o L'octroi d'une indemnité dégressive au personnel d'exécution des bas échelons à titre d'avance sur le versement des tranches de productivité ;

4^o L'octroi au personnel de la R.A.T.P. de tous avantages accordés éventuellement au personnel de la S.N.C.F. et de l'Électricité de France.

C'est en application de ce protocole que les syndicats signataires ont invité le personnel à reprendre immédiatement le travail.

Nos camarades du syndicat F.O. ont affirmé que non seulement les parités réclamées sont rétablies, mais encore que les travailleurs qualifiés de la R.A.T.P. ont dépassé du 1^{er} septembre 1955 — à qualification égale — les salaires perçus par les ouvriers d'État et les conducteurs de la préfecture de la Seine.

Ils ont également chiffré les avantages appréciables acquis par les jeunes (le manoeuvre au coefficient 100 touche désormais en début de carrière 23.810 fr. + 4.400 fr. d'indemnité + 2.000 fr. de prime en moyenne : soit 30.210 francs ; le chef de train : 38.974 francs ; le machiniste : 40.124 fr.).

Enfin ils ont mis l'accent sur les revendications suivantes :

1^o Réduction du nombre d'échelons ;

2^o Réduction de l'écart entre début et fin de carrière ;

3^o Prise en compte pour la retraite de la totalité du traitement ;

4^o Application automatique aux retraités de tout ce qui est acquis par les actifs.

Peut-on reprocher, ces résultats acquis, au syndicat F.O. d'avoir manqué d'initiative, de ne pas avoir placé au-dessus des intérêts de catégories la solidarité de tout le personnel ?

Peut-on lui reprocher d'avoir tenté de ménager les intérêts des usagers qui sont dans leur grande majorité des travailleurs ?

Peut-on condamner ceux qui ont repris le travail, sur l'invitation de leurs syndicats, après avoir pris

connaissance des négociations et de leurs fins clairement exposées ?

Peut-on justifier l'action des « kommandos » cégétistes dans les dépôts, les violences exercées contre les agents en service ?

Oui, si l'on voulait autre chose qu'une action revendicative dans la R.A.T.P.

C'est donc exclusivement sur ce point que le débat doit porter.

Nul parmi nous ne songe à réprover par principe la grève et la violence. Et les conclusions que l'on peut tirer d'une affaire « localisée » ne peuvent nullement être généralisées.

Il s'agit exclusivement ici de l'agitation de septembre dans la R.A.T.P. Il s'agit de ce qu'un syndicat peut demander à ses adhérents, de ce qu'il peut obtenir par la lutte et la négociation.

Quant à la surenchère de publicistes et d'intellectuels révolutionnaires, qui chantent trop facilement le fameux « Armons-nous et... partez ! », nous en laissons le bénéfice à ceux pour qui toute grève ouvrière n'est en fin de compte qu'une opération politique, ou une agitation pré-électorale ou un exercice de mobilisation.

R. H.

P.-S. — La lecture de la presse d'extrême-gauche (anarchiste et trotskyste) et particulièrement du sympathique « Monde libertaire » nous incite à ajouter quelques explications complémentaires.

D'abord nous ne pensons nullement à condamner en principe la violence ouvrière que Hébert, secrétaire de l'Union F.O. de la Loire-Inférieure, oppose heureusement — dans le « Monde libertaire » de ce mois — à la violence patronale.

Nous restons d'autre part fermement attachés à cette idée de « spontanéité ouvrière » qui provoque tant de sourires indulgents ou méprisants.

De là à surestimer la valeur « révolutionnaire » de l'attaque des autobus, sur le boulevard Saint-Germain, dans le quartier si souvent troublé par les monômes, les canulars, les écoeurantes brutalités des fils à papa des facultés et des lycées... il y a une marge.

Car les manifestants de Nantes savaient ce qu'ils voulaient en envahissant les bureaux patronaux.

Si ceux du boulevard Saint-Germain avaient occupé l'immeuble des Grands-Augustins auraient-ils pu obtenir de la direction de la R.A.T.P. des conditions meilleures pour l'ensemble des travailleurs que celles de l'accord du 15 septembre ?

A moins, encore une fois, d'interpréter cette action comme le prélude de la prise de pouvoir révolutionnaire !

Faut-il cependant attendre de la généralisation des grèves une revalorisation générale des salaires ? Oui, si l'on espère une intervention gouvernementale. L'expérience prouve que dans ce cas on s'aligne au niveau le plus bas. Et on éloigne ainsi la classe ouvrière de la véritable stratégie de l'action directe, par laquelle tout se décide par une question de force entre le patronat et la classe ouvrière seuls.

Nous sommes absolument d'accord avec nos amis libertaires sur la nécessité de réduire la valeur des coefficients hiérarchiques. L'action menée par une catégorie ayant pour résultat de déclencher une réaction en chaîne et de revaloriser tous les salaires appelle une approbation totale.

L'action menée par une catégorie pour majorer les différences et consolider des privilèges appelle les plus sérieuses réserves.

Nos camarades du syndicat général F.O. de la R.A.T.P., F. Laurent (de la Fédération des cheminots F.O.) peuvent être critiqués quant à leurs méthodes et tactiques. Mais ils s'efforcent de surbordonner les égoïsmes de catégorie aux intérêts généraux de leurs mandants. Pourquoi hésiter à le reconnaître ?

Le "petit papetier de Saint-Céré" ASPIRANT DICTATEUR

M. Pierre Poujade fait de nouveau parler de lui. Après le succès relatif qu'il avait remporté il y a quelques mois en obtenant du Parlement certaines satisfactions en faveur des commerçants, le « petit papetier de Saint-Céré » — comme il aime à s'appeler lui-même — semblait s'être un peu calmé, occupé sans doute à remettre un peu d'ordre dans son « Mouvement », passablement secoué par de violentes crises intérieures, suivies de plusieurs démissions.

Il vient de reprendre l'agitation momentanément ralentie. Mais tandis qu'au début l'essentiel de son action portait sur les malheurs des petits commerçants, il n'est plus question pour lui et ses lieutenants que de l'indignité des représentants du régime et de la nécessité de les balayer !

J'ai eu la curiosité d'assister à un de ses meetings tenu dernièrement à Toulouse, où il avait annoncé qu'il serait accompagné d'un « délégué paysan » et d'un « délégué ouvrier ». Le « paysan » était là. Quant à l'« ouvrier », Poujade l'a excusé, parce que, a-t-il dit, il est retenu à Digoin où il dirige une grève d'ouvriers céramistes (cette affirmation à peine croyable était pourtant vraie, ainsi qu'on le verra par la relation que nous en fait un camarade de l'endroit, qui nous montre le « poujadiste » supplantant les communistes et conduisant... à l'échec les ouvriers en grève).

Au cours de cette réunion, il fut fort peu parlé des revendications des commerçants ou de celles des paysans. Par contre, les hommes au pouvoir, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, furent copieusement injuriés, ce qui amène toujours des applaudissements dans une réunion publique.

Pour le citoyen « paysan », nous sommes gouvernés par « une bande de pourris, de vendus, de voleurs ». La C.G.A. (Confédération Générale Agricole) est dirigée par « une bande de fripouilles et de crapules ». Edgar Faure aurait amassé une fortune de deux milliards depuis la Libération... Mais c'est surtout à l'encontre des hommes politiques d'origine juive (vraie ou supposée) qu'il excita son auditoire en usant de tous les clichés connus de l'antisémitisme, ce qui provoqua tout de même quelques remous, certains auditeurs ne trouvant pas à leur goût ce renouveau de racisme.

Parlant à des commerçants qui ne songent qu'à défendre leurs intérêts. Poujade, qui comprend la nécessité de se défendre contre l'accusation d'orienter son mouvement vers un néo-fascisme, commence par annoncer que ni lui ni ses lieutenants ne seront candidats aux prochaines élections. Cela ne convainc personne qu'il ne nourrit pas d'ambitions politiques, mais seulement que l'échec cuisant qu'il a subi dans le Jura aux dernières élections cantonales lui a servi de leçon.

Bien au contraire, tout son discours, ainsi que la forme d'agitation qu'il a entreprise, témoignent du désir de ce monsieur de conquérir le pouvoir et, pour cela, il ne compte que sur la violence.

Dans son discours, il n'est question que de « coup de balai », d'action « immédiate, violente et totale », de guillotiner et de pendaison à l'adresse des parlementaires « qui l'ont trahi » et qui ne sont, pour la plupart, que des trafiquants et des pédérastes !

Au chef du gouvernement, il s'adresse en ces

termes : « Je te dis : fous le camp, toi et les tiens. Demain, il sera peut-être trop tard ! ».

Et aux commerçants qui l'écoutent, il propose de négliger pour un temps leurs propres intérêts pour servir sa folle ambition : « Ne pensez plus à gagner vingt sous de plus sur un crayon à bille ou une boîte de sardines, mais unissons-nous pour régénérer le pays et sauver notre patrimoine national ».

Il peut bien après cela (lorsqu'un juge d'instruction le convoque à son cabinet) prétendre que les manifestations qu'il organise ne présentent aucun caractère politique et qu'il entend rester sur le terrain strictement économique et fiscal !

Nous ne pensons pas du tout que M. Poujade soit de taille à imposer un jour sa dictature au pays. Mais il n'est pas niable qu'il est encore pris au sérieux par un trop grand nombre de commerçants et d'artisans. Et le fait qu'un de ses agents ait réussi à s'imposer à la tête d'une grève et à mettre en déroute M. Waldeck-Rochet lui-même, est un indice que la classe ouvrière n'est pas absolument imperméable à la démagogie de cet aspirant dictateur.

F. CHARBIT.

Digoin, ville cobaye

A Digoin (Saône-et-Loire), un mouvement de grève a touché deux usines. Il a été déclenché le 1^{er} septembre à l'usine de la Compagnie Générale des Fours (600 ouvriers environ) par les ouvriers de l'atelier fer demandant que leurs salaires soient payés au tarif métallurgie, supérieur à celui de la céramique. Débrayage à 98 % avec demande de relèvement général des salaires de 25 %. Grève dirigée à ce moment par les dirigeants du syndicat C.G.T., communistes. Le syndicat ne groupe d'ailleurs qu'un très petit nombre d'adhérents.

Le 4 septembre avait lieu un meeting avec Poujade et son adjoint Quincy, « délégué de l'Union des travailleurs ». Ce dernier s'est alors installé à Digoin et a pris la direction du mouvement. Quelles ont été ses relations à ce moment avec le syndicat ? je n'ai pu le savoir. Sous son impulsion s'est organisée la campagne de solidarité à laquelle les commerçants ont répondu dans toute la région. Des distributions importantes de vivres ont eu lieu chaque jour et des secours en espèces apportés aux chargés de famille.

Le 8 septembre, la faïencerie (1.200 ouvriers) entre en grève à son tour sous l'impulsion de quelques syndiqués individuels (pas de section syndicale dans l'usine) et des ouvriers des ateliers façonnage. Revendication principale : hausse des salaires de 25 %.

Les salaires à Digoin sont très bas, le minimum horaire de 115 francs n'est pas une exception, mais la règle courante. La plupart des ouvriers payés aux pièces ne dépassent guère 120 ou 130 francs.

La grève de la faïencerie, unanime pendant deux heures, a été suivie ensuite par 60 à 70 % des ouvriers, pourcentage qui est allé en diminuant peu à peu. Le directeur, Abord de Chatillon, patron de combat, a refusé « toute discussion et appelé la po-

lice pour protéger la liberté du travail » — d'où quelques incidents entre grévistes et non-grévistes.

Quincy a organisé chaque soir des réunions de grévistes et les a encouragés à poursuivre la grève. Les commerçants ont fermé à plusieurs reprises par solidarité avec les grévistes, des défilés ont eu lieu dans les rues, avec « la Marseillaise ».

Le 17 septembre un meeting organisé par les communistes avec Waldeck Rochet et Boutavant a été saboté par les grévistes qui ont réclamé Quincy et l'ont porté à la tribune. Et quand il a ensuite quitté la salle, les grévistes l'ont suivi, ne laissant là qu'une poignée de communistes.

Voyant que la direction du mouvement lui échappait, le syndicat C.G.T. diffusait, le 19 septembre, un tract demandant aux grévistes de reprendre le travail en acceptant la proposition patronale de hausse des salaires de 5 pour cent.

Ce geste, exploité par Quincy, a déconsidéré totalement le syndicat qui a fait figure de diviseur de la classe ouvrière et briseur de grève.

La poursuite de la grève sous la direction de Quincy n'a d'ailleurs rien rapporté aux ouvriers qui ont repris le travail une semaine après, sans autre résultat qu'une promesse de 5 % d'augmentation pour les Fours et sans aucune promesse pour la faïencerie où l'on compte une vingtaine de licenciés. Dans les familles ouvrières, cette grève laisse surtout du découragement et de la rancœur.

Voilà l'essentiel des informations que j'ai pu recueillir. J'espère que cela vous permettra de vous faire une idée de la situation. Les poujadistes ont considéré Digoin comme « ville-cobaye » selon leur expression. Quel rôle ont-ils joué en l'occurrence ? Cela laisse perplexes les vieux syndicalistes qui ne peuvent s'empêcher de songer à la propagande hitlérienne.

Les dirigeants C.G.T. ont compris le danger. Ils accentuent la propagande dans les usines et ont formé un syndicat à la faïencerie et annoncent 250 adhérents, soit 40 % de l'effectif à l'usine des Fours. Un appel commun aux ouvriers a été signé par les sections communiste et socialiste leur demandant de s'unir pour « mettre en échec l'aventure fasciste du poujadisme ». — H.T.

Ci-après un tract répandu dans la population :

U.D.C.A. DE SAONE-ET-LOIRE

Monsieur de Châtillon

Les commerçants et artisans de Digoin et de Saône-et-Loire considèrent qu'ils ont quelques droits à vous demander des comptes, et c'est à ce titre qu'ils ont décidé d'appuyer une nouvelle fois les travailleurs en grève.

En effet, ils les soutiendront dans leurs revendications de hausse de salaires parce qu'ils seront en définitive un peu bénéficiaires de cette hausse, car les ouvriers sont leurs clients.

Vous nous menaciez d'ouvrir une coopérative patronale, pour concurrencer nos petits commerces. Nous avons répondu par une « coopérative gratuite », nous avons nourri vos travailleurs alors que vous vouliez les affamer.

La grève dépasse le cadre de votre seule entreprise, et nous le proclamons : vous nous devez des comptes. Nous exigeons une hausse des salaires de vos ouvriers.

Nous entrons à nouveau dans la lutte et notre liberté qui rend impossible (!) les mesures coercitives de votre part et contre nous confèrera à la lutte des travailleurs la puissance que vous savez.

Les commerçants et artisans exigent d'entrer en pourparlers avec vous.

Tous unis nous aurons raison de vous et de vos méthodes.

L'intérêt général d'une population qui crève de votre refus de payer vos travailleurs est en jeu :

Nous défendrons cet intérêt général.

UNE BIEN BONNE !

De Naegelen à Poujade

Le journal de M. Pierre Poujade, l'Union (26, rue de la République, Saint-Céré, Lot), publie dans son numéro 11 d'avril 1955, page 4, la lettre suivante de M. Naegelen à M. Pierre Poujade :

Cher Monsieur,

J'ai bien reçu la copie de votre lettre à « Populaire-Dimanche », et je vous remercie de me l'avoir communiquée ; je demanderai des explications à mon frère René, qui n'en est pas du reste le directeur, mais administrateur.

Mais quoi qu'il en soit, je ne l'ai pas lu, et voici plusieurs années que je n'ai pas lu « Populaire-Dimanche ».

Je ne suis pas d'accord ni avec sa rédaction ni avec les dirigeants de la S.F.I.O. et c'est la raison pour laquelle j'ai été exclu du parti socialiste, avec dix-sept de mes collègues et amis, comme la presse vous l'a abondamment exposé (1).

Je trouve cette ironie, que vous me décrivez, du plus mauvais goût, et la position de « Populaire-Dimanche » est absolument contraire à toutes mes pensées.

Du reste, vous trouverez dans le « Travailleur des Alpes » la longue série de mes articles qui pourra vous fixer sur mes sentiments. Presque chaque numéro présente des notes ou des articles en plein accord avec vous.

Ma pensée profonde est bien au contraire de protéger et d'aider le commerce, et surtout le petit commerce, à alléger ses charges, à simplifier les taxes et les droits qui l'alourdissent, l'encombrent, et le mettent en danger.

La proposition de résolution, dont je vous ai envoyé un exemplaire, a été sérieusement étudiée et je crois qu'elle arrangerait tout.

En tout cas, je vous autorise à dire que je me désolidarise complètement de ceux qui ont pu écrire sur un ton aussi déplacé.

Je vous prie de croire, cher Monsieur, à mes sentiments les plus sympathiques et tout dévoués.

NAEGELEN.

(1) Depuis, Naegelen a été réintégré au sein du parti socialiste, avec tous les honneurs dus à son rang ! — ainsi que ses amis, d'ailleurs.

Une alliance titisto-chauvine

Les *Nouvelles yougoslaves*, éditées par l'Agence yougoslave d'information, expriment en langue française les opinions officielles du gouvernement yougoslave.

Le numéro du 5 octobre 1955 consacre toute la première page à la confirmation de l'alliance franco-yougoslave née pendant la guerre de 1914-1918. Nous apprenons en particulier que sur l'invitation de l'Union nationale des Poilus d'Orient, l'ambassade yougoslave a célébré le 25 septembre dernier le 37^e anniversaire de la grande victoire de 1918.

On nous rappelle d'ailleurs que, pendant cette avant-dernière grande guerre, pour développer les rapports culturels franco-serbes, il fut fondé une revue, la *Patrie serbe*, publiée en français avec la collaboration des camarades français : Edmond Rostand, Henri de Régnier, Jean Richepin — titistes et communistes avant la lettre... comme Ivan le Terrible, Pierre le Grand et Souvarof furent des précurseurs de Lénine et de Staline... selon l'orthodoxie historique en U.R.S.S.

Notes d'Economie et de Politique

DEFAITE SUR DEFAITE !

Décidément, la politique française en Afrique du Nord craque de toutes parts. En Algérie comme au Maroc ; dans la politique des petits moyens, comme dans la « grande » politique.

S'il y avait des gens sur lesquels le gouvernement français pouvait légitimement compter, c'était bien sur ces « élus » algériens, ces élus-maison, ces soi-disant représentants du collège électoral musulman qu'il avait choisis lui-même et déclaré lui-même élus, par les procédés électoraux que l'on connaît.

Ces hommes n'étant rien par eux-mêmes, n'étant que ce que le gouvernement les avait faits, ne pouvaient jamais, semblait-il, que suivre les oracles du gouvernement. Et pourtant voilà que cela se montre faux ! L'in vraisemblable d'hier devient la réalité d'aujourd'hui ! Les Quisling refusent d'avaliser les oracles d'Hitler !

Le gouvernement français voulait, ou, tout au moins, prétendait vouloir, assimiler totalement l'Algérie à la France, faire au « bicot » l'égal du natif de Paris ou de Marseille, et voici que les « élus » algériens musulmans déclarent tout net que cette politique, possible il y a vingt ans, ne l'est plus aujourd'hui, parce que les esprits ont trop évolué et qu'il faut désormais aller dans le sens de la constitution d'une « nationalité algérienne » !

Je ne sais quelles seront les suites de cet acte d'indépendance. Si ces serviteurs jusqu'ici si parfaitement dociles persisteront dans leur révolte ou si ils se laisseront gagner par des arguments sonnants et treuchants. Leur déclaration n'en est pas moins révélatrice de l'état présent des forces, car si ces hommes furent toujours, jusqu'à hier, les agents de l'administration française, c'est parce qu'ils étaient bien persuadés que, ce faisant, ils étaient du côté du manche ; si donc, aujourd'hui, ils se séparent de l'administration française, c'est qu'ils ne sont plus du tout convaincus que c'est elle qui représente le manche, mais que, tout au contraire, ce sont ses adversaires, maintenant, qui le tiennent. Ils se comportent tout à fait comme ces collaborateurs de Vichy qui s'empressèrent de se former en groupes de « résistants », le jour où la victoire anglo-américaine apparut probable. Ils quittent le navire en perdition pour rallier celui du vainqueur.

Lorsque, il y a un an, les premiers insurgés apparurent dans l'Aurès, j'avoue que je pensais alors que ceux-ci ne pourraient pas tenir plus de quelques semaines, jusqu'à la fin de l'hiver tout au plus. Or non seulement ils ont tenu, mais leur mouvement n'a cessé de s'étendre, gagnant le Constantinois, la Kabylie, atteignant même Tizi-Ouzou, grande banlieue d'Alger ! Il ne s'agit donc plus seulement de quelques « outlaws », mais de tout un peuple en révolte. Et c'est là ce que confirme la « rébellion » des « élus » du deuxième collège.

Plus graves encore, pour la colonisation française, sont les événements survenus au Maroc

à Kénifra et à Oued-Zem. Car ici, ce sont les bases mêmes de la politique française marocaine qui ont été anéanties.

De même que l'Angleterre put, durant plus d'un siècle, assurer sa domination sur l'Inde aux moindres frais, en y opposant Hindous et Musulmans, de même la politique française au Maroc consiste à opposer Berbères et Arabes.

Berberes de la montagne, et Arabes de la plaine. Berbères à demi islamisés, ayant gardé leur langue et leur droit au lieu d'adopter ceux du Coran, Berberes du *bled es-siba*, du pays « non-soumis » sur lequel l'autorité des sultans n'avait jamais été que nominale, toute une armée devant être envoyée chaque fois qu'on se risquait à vouloir y lever l'impôt. Berbères dont le territoire ne fut occupé par les troupes françaises qu'au cours des années 30, après le départ de Lyauté.

Et d'autre part, les Arabes, les Arabes des villes, de Fès, de Meknes, de Rabat, et même ceux de Marrakech, ainsi que ceux des vastes plaines qui entourent ces villes. Eux, complètement islamisés, ne parlant que l'arabe et ne connaissant comme juge que le *cadi*, formant depuis des siècles le pays « *maknzen* », soumis directement et effectivement à l'autorité du sultan.

La tentation, certes, ne pouvait être que grande pour l'administration française de jouer de l'opposition traditionnelle de ces deux éléments de la population marocaine en s'appuyant sur l'un chaque fois qu'elle avait à craindre de l'autre.

C'est au temps du résident Noguès, plusieurs années avant la dernière guerre, que cette politique prit un cours particulièrement rapide au fait d'une nouvelle législation ayant but d'empêcher toute islamisation plus poussée des Berbères ; elle devait avoir son épilogue monstrueux il y a deux ans, lorsque le Guillaume-Juin n'hésita pas à mobiliser les tribus berbères, à les faire descendre de leurs montagnes et à leur faire presque assiéger Rabat, anna « exiger », prétendait-on, la démission de Ben Youssef.

Or c'est cette politique que Oued-Zem et Kénifra viennent de irapper à mort. Car, en ces journées, ce ne sont point des Arabes qui se sont soulevés, mais des Berbères, des Berbères du Moyen-Atlas et de ses accords, des Berbères qui criaient « Vive ben Youssef ! », formant par la front unique avec ces Arabes des villes contre lesquels on avait prétendu les lancer (1).

Et quant à l'organisateur des grandes démonstrations berbères de 1953, celui qu'on présentait

(1) On insinue de divers côtés que ces émeutes ont été « provoquées » par l'administration française elle-même afin de faire échec à Grandval. C'est possible. Tout est possible ! Mais c'est là un jeu tellement dangereux qu'il ne pourrait que se retourner contre ceux qui l'auraient risqué. Les attaques contre les postes du Rif et du Moyen-Atlas qui viennent de se produire au moment où j'écris, attaques menées par de purs Berbères, en sont la preuve.

comme le symbole et le chef du mouvement berbère, le Glaoui, il se montra incapable d'aucune réaction. Isolé dans sa propre ville de Marrakech, où il risque chaque jour d'être assassiné, il n'a rien pu mobiliser de ses fidèles du Grand-Atlas pour faire échec au soulèvement berbère du Moyen-Atlas, pas plus qu'il n'avait rien pu faire contre les quérillas arabes des villes. C'est une outre crevée.

La « politique berbère » des Noguès, Guillaume et autres généraux s'achève donc au Maroc par une faillite aussi totale que la politique des « élections préfabriquées » du socialiste Naegelen en Algérie.

L'IMMENSE GAFFE DE PINAY

Grand émoi à Londres et à Washington ! Ne voilà-t-il pas que l'Égypte annonce qu'elle a commandé des armes à la Tchécoslovaquie ! L'Égypte va-t-elle désertier le camp de l'Occident ?

Répondons à cette question.

L'Égypte désertera certainement le camp de l'Occident si l'Occident veut continuer à la tenir en tutelle, s'il lui refuse, d'une manière ou d'une autre, de la laisser se conduire en nation souveraine.

Nous l'avons maintes fois dit, et cette dernière décision de l'Égypte en apporte une nouvelle confirmation, le plus sûr moyen de jeter les pays d'Orient dans les bras de la Russie, c'est d'intervenir dans leurs affaires, fût-ce pour le meilleur des motifs. L'Asie (et l'on peut comprendre l'Égypte dans l'Asie) a soif d'indépendance. Elle a été soumise à l'impérialisme européen durant des siècles, elle vient à peine d'être libérée, elle ne veut point retomber sous le joug, même indirectement.

C'est là l'idée maîtresse de tous les pays qui s'étendent de la Méditerranée aux mers de Chine ; c'est elle qui dirige leur politique comme elle gouverne leurs émotions. Auprès d'elle, tout le reste n'est que secondaire.

Dès lors, lorsque vous entendez obliger l'un de ces pays, comme vous le faites pour l'Égypte, à ne pas être maître de ses armements ; lorsque vous prétendez limiter ceux-là au niveau, non que ce pays juge nécessaire, mais à celui qui vous plaît à vous, en ne lui vendant des armes qu'au compte-gouttes ; et lorsque, comme notre ministre des Affaires étrangères, qui n'en rate pas une, vous entendez obliger cet État à modifier ses émissions de radio, en suspendant de votre propre autorité, par un acte d'arbitraire insigne, *sine die*, la livraison des quelques armes que vous vous étiez engagés, par contrat, à lui fournir, comment voulez-vous que cet État ne se considère point comme menacé dans son indépendance, comme soumis à une tutelle et à des pressions intolérables de la part de cet Occident dont il vient à grand-peine de se délivrer ? Et comment voulez-vous qu'il ne soit pas amené, du même coup, à rechercher une garantie de son indépendance dans un recours à des livraisons d'armes qui lui sont faites par d'autres, sans conditions, à la différence des vôtres qui se sont avérées comme n'étant qu'un moyen de chantage ?

Que ce soit au Proche-Orient, au Moyen-Orient ou en Extrême-Orient, la lutte contre l'impérialisme moscovite ne peut être menée avec chances

de succès que par le respect rigoureux, constant et absolument sincère, de l'indépendance des peuples.

Mais allez donc faire comprendre cela à un ministre des Affaires étrangères !

L'EGLISE A VAINCU PERON

Ainsi donc, Peron est vaincu. Vaincu par l'Église. Ce que ni Washington, pourtant si actif contre le dictateur argentin durant toute la première partie de son régime, ni la bourgeoisie capitaliste ou libérale (les gens de la *Prensa*, du parti radical, etc.), ni les forces démocratiques, socialistes et anarchistes, ni même l'armée, malgré plusieurs tentatives, n'avaient pu réussir au cours de près de dix années de luttes, vint de le faire en un tournemain, en quelques semaines à peine.

Dès le jour où Peron fut entré en lutte contre l'Église catholique, tant par sa loi sur le divorce que par son hostilité à la formation d'un parti politique catholique, la menace pesa, pour la première fois, sur son régime, et elle ne cessa de croître jusqu'à l'explosion finale.

En Amérique, comme en Europe, Rome est aujourd'hui plus forte qu'elle ne le fut jamais depuis le moyen âge. Son excommunication comporte autant d'effet aujourd'hui qu'alors.

En fait, il n'y a plus aujourd'hui dans le monde que deux véritables puissances, deux puissances complètes, c'est-à-dire aussi spirituelles que matérielles : le Vatican et le Kremlin.

Deux Églises, deux Églises rivales mais de nature commune. Des Églises, c'est-à-dire des corps cherchant l'asservissement de l'homme par sa soumission à des dogmes qui sont simultanément propages par le mensonge et imposés par la force.

Seules, aujourd'hui, ces Églises recrutent ; seules, elles ont d'innombrables fidèles et des armées de fanatiques ; seules, elles sont un appel pour une humanité épuisée qui a peur des responsabilités qu'impose la liberté et des négociations qu'apporte la raison.

A ces deux forces s'ajoute, il est vrai, la force laïque que représente la richesse américaine, mais ce n'est qu'une force exclusivement matérielle. Malgré tous ses efforts, le capitalisme yankee ne parvient point à édifier une idéologie présentant un attrait pour le grand nombre, d'où sa faiblesse relative, qui le condamne à chercher l'appui de l'une des deux Églises et à être vaincu s'il ne l'obtient point.

La concession du pétrole argentin aux gens de Wall Street n'a pas pu contrebalancer l'attaque contre les privilèges des prêtres.

A PROPOS DE CRAYONS A BILLE ET DE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Il y a quelque temps, j'appris non sans stupeur que l'emploi des crayons à bille était prohibé dans les écoles primaires.

J'en demandai la raison.

On me répondit que c'était parce qu'avec les crayons à bille, les élèves se tachaient les doigts. Cette explication me stupéfia plus encore, car, en ce qui me concerne, ce n'est que depuis que j'emploie le crayon à bille que, pour la première fois de ma vie, je n'ai pas d'encre aux doigts.

On me fournit alors une autre raison, beaucoup plus pertinente : avec les crayons à bille, on ne peut pas bien faire les « pleins » et les « déliés ».

Excellente raison, et qui fit sans doute aussi que la plume d'oie tarda longtemps à être remplacée dans les écoles par la plume métallique ! Les « pleins » et les « déliés » sont, n'est-ce pas, indispensables à l'écriture, puisque nos ancêtres écrivaient avec des pleins et des déliés, et bien que ceux-ci aient à peu près complètement disparu des formes les plus répandues de l'écriture moderne : l'imprimerie et la dactylographie ?

Ce cas du crayon à bille nous fait toucher du doigt le vice fondamental de l'école : son conservatisme.

Elle est un conservatoire de la culture, tout comme l'étude du notaire, où la plume d'oie se conserva plus longtemps encore que dans les écoles, est un conservatoire de la propriété. Ce sont les deux piliers de la tradition.

C'est pourquoi, c'est en grande partie à l'école qu'est dû, entre autres, le maintien de ces archaïsmes que sont l'orthographe et la grammaire françaises.

Rien de plus absurde que l'orthographe de la langue française ; aucune règle, aucun principe ne la dirige, pas plus l'étymologie que le phonétisme. Rien de plus dépourvu de tout fondement rationnel que la plupart des règles de grammaire, notamment celle fameuse de l'accord des participes, que les enfants ont tant de mal à apprendre et à appliquer du fait que, précisément, ils sont des êtres raisonnables, et que, pour un être raisonnable, rien n'est plus difficile que de se plier à des règles dépourvues de raison.

Et c'est cette orthographe et cette grammaire absurdes qui constituent pourtant l'essentiel de l'enseignement, au moins de l'enseignement primaire ; c'est à elles que sont consacrées la plupart des heures de cours, et c'est d'après le nombre de ses fautes d'orthographe que l'on juge si un enfant est « instruit » ou non !

Tant qu'il en sera ainsi, tant que les trois quarts du temps devront être consacrés à l'enseignement de la langue française, il est vain de vouloir réformer l'enseignement, parce que ce qui manque avant tout à l'école c'est du temps, le temps d'enseigner tout ce qu'un homme du XX^e siècle devrait savoir.

Il est vrai, pourtant, qu'il faut bien qu'une langue soit orthographiée, il faut bien qu'une grammaire y soit appliquée. Ceux qui ont passé une partie de leur vie à remettre en français des manuscrits dont l'orthographe était déficiente, savent mieux que quiconque combien de tels manuscrits, quelle que soit la clarté de la pensée qu'ils renferment, constituent de véritables grimoires, dont le déchiffrement exige tout un travail. Une orthographe fixe, des règles également fixes sont nécessaires. Mais ce qui est non moins nécessaire, c'est que cette orthographe et cette grammaire soient faciles à apprendre, et, pour qu'elles soient faciles à apprendre, il faut qu'elles soient rationnelles, qu'elles dérivent d'un petit nombre de principes dont l'application puisse être faite naturellement, par chacun, sans effort. Il faut rationaliser, et, par là, simplifier, l'orthographe et la grammaire.

Le système décimal, parce que rationnel, permet de calculer beaucoup plus facilement que les systèmes où les unités successives ne sont point le dixième les unes des autres, parce qu'il est rationnel au lieu d'être arbitraire. C'est une transformation analogue qu'il faut faire subir à l'orthographe ; à l'orthographe arbitraire d'au-

jourd'hui, il convient de substituer une orthographe rationnelle, donc simple, donc facile à apprendre et à expliquer.

Bernard Shaw, qui fut par certains côtés un grand révolutionnaire, a légué toute sa fortune, qui était de taille, à une fondation chargée de promouvoir une réforme de l'orthographe anglaise, parce qu'il considérait cette réforme comme la plus urgente. Je ne connais pas assez l'anglais pour juger de la nécessité de la réforme en ce qui concerne l'anglais, mais il est bien certain que pour le français elle est indispensable ; c'est elle qui conditionne toute « réforme de l'enseignement », au moins toute réforme de l'enseignement primaire, c'est-à-dire de l'enseignement fondamental.

Une réforme du même ordre devrait être effectuée dans ce qu'on appelle l'enseignement secondaire, par la suppression de cette séquelle du temps passé que sont les « humanités », c'est-à-dire l'étude du grec et du latin.

Le maintien dans l'enseignement du grec et du latin est la conséquence d'une double tradition.

Pendant des siècles, durant tout le moyen âge et même encore après, le latin fut, en Occident, à peu près la seule langue écrite. Tant que les grandes langues nationales, français, anglais, allemand, etc., ne furent pas constituées, et elles ne commenceront à l'être qu'au XVI^e siècle, il y avait, dans les différentes provinces, des dialectes parlés, distincts du latin, mais seul le latin était suffisamment fixe et possédait une audience suffisamment étendue, pour présenter ce caractère de permanence et de large compréhension qu'exige toute langue écrite. Première source de la tradition de l'enseignement au latin.

Une seconde s'en trouve dans le fait que c'est en redécouvrant — grâce aux Arabes — les auteurs latins et grecs que les Européens se libérèrent de la « nuit » au haut moyen âge, qu'ils se dégagèrent des ténèbres du christianisme et parvinrent à créer la pensée moderne. Seconde raison du respect professé en nos pays pour les deux grandes langues de l'antiquité.

Mais, d'une part, il y a longtemps que personne, sauf le pape (et ce n'est pas une référence !) n'écrit plus en latin, et si, par-dessus nos actuelles langues nationales, il doit y avoir un jour une langue internationale, ou même seulement européenne, il est bien sûr que ce ne sera pas le latin ! Le latin est une langue définitivement morte, aussi bien comme langue écrite que comme langue parlée, elle ne saurait donc plus être d'aucune utilité pratique.

D'autre part, quelque respect que l'on ait — et, pour ma part, ce respect est poussé jusqu'à la vénération — pour les grands auteurs païens qui nous ont permis de nous débarrasser de l'obscurantisme chrétien, il est bien certain que leur pensée a été depuis longtemps incorporée à la nôtre et qu'il n'est donc plus nécessaire de pouvoir lire Lucrèce ou Plutarque dans le texte pour saisir dans sa plénitude la pensée moderne.

Ainsi, dépourvu, à la fois, de son utilité pratique, du fait qu'il n'est plus employé comme langue écrite, et de son utilité intellectuelle, du fait que nous sommes au delà de ce qui nous a été enseigné par ceux dont il était la langue, le latin (et pareillement le grec) n'est plus qu'un critère de classe.

Grec et latin sont des « arts d'agrément », comme l'était autrefois le piano ou la broderie pour les jeunes filles de « bonne famille », dont la con-

naissance montre seulement qu'on a eu des parents assez riches pour vous entretenir à ne rien faire jusqu'à un âge avancé, rien faire de productif. On n'est vraiment un bourgeois que si l'on a appris dans sa jeunesse à décliner *rosa la rose* ; sinon, même si l'on est très riche, l'on n'est qu'un « parvenu ».

Le terrain ainsi déblayé, à l'école primaire par la simplification de l'orthographe et la rationalisation de la grammaire, à l'école secondaire par la suppression des humanités, le temps serait trouvé pour apprendre à l'enfant et à l'adolescent tout ce qu'un homme doit présentement savoir de l'immense amas de connaissances accumulées au cours des derniers siècles. Le temps serait trouvé pour le sortir de l'abîme d'ignorance en ce qui concerne les choses les plus essentielles, qui est le lot de nos actuels diplômés.

En écrivant « abîme d'ignorance », je pense, par exemple, à ceci :

Quand on est dans un camp de concentration, que faire, par les belles soirées claires, si ce n'est contempler le firmament ? Or cela me donna l'occasion de constater que certains de mes co-internés ignoraient que la lune ne faisait que refléter la lumière du soleil ; ils pensaient qu'elle était lumineuse par elle-même ! Ce n'étaient cependant pas des analphabètes, ils avaient certainement été à l'école et avaient même peut-être leur certificat d'études !

Evidemment, ceux qui ignoraient la nature de la luminosité de la lune n'étaient peut-être pas très nombreux, mais sur d'autres questions aussi élémentaires se rapportant, elles aussi, à des phénomènes d'observation quotidienne, vous trouverez une ignorance presque unanime. Demandez, par exemple, pourquoi les jours sont plus longs en été qu'en hiver, pourquoi il fait plus chaud à l'équateur qu'au pôle, ou plus chaud en août qu'au 21 juin ! Posez ces questions non seulement à des hommes pourvus du certificat d'études, mais à des bacheliers, à des licenciés, voire à des agrégés, pour peu qu'ils soient agrégés de grammaire ou d'histoire, et vous verrez combien vous aurez de réponses justes !

Cela est caractéristique de notre enseignement. Vous arrivez, après des années de travail, à ne pas faire trop de fautes d'orthographe, ou à traduire en latin quelques phrases simples sans faire trop de solécismes, mais vous ignorez pourquoi il fait plus chaud en été qu'en hiver !

Un enseignement élémentaire moderne doit être un enseignement *encyclopédique*. Il doit enseigner les principes, les fondements, les faits essentiels, de toutes les branches de la connaissance.

En mathématiques, l'instituteur ne doit pas avoir à se contenter de faire apprendre l'arithmétique et de torturer l'esprit de ses élèves en leur faisant résoudre des problèmes simples par des raisonnements compliqués et alambiqués, mais il lui faut leur fournir le moyen de résoudre facilement et mécaniquement ces problèmes, au moyen de l'algèbre ; la géométrie analytique, elle aussi, doit, dans ses principes, être enseignée à l'école primaire, car non seulement elle facilite la solution des problèmes de géométrie autant que l'algèbre facilite celle des problèmes d'arithmétique, mais parce que, aussi, l'usage de plus en plus répandu des graphiques et des courbes l'a fait entrer (par la petite porte) dans notre vie quotidienne. Notre camarade Pinty, qui a, durant de longues années, été professeur de mathématiques spéciales, et avec un grand succès si l'on en juge par la proportion de ses élèves qui était

reçue aux grandes écoles, va même plus loin : il estime que le calcul différentiel et intégral devrait être enseigné à l'école primaire, et qu'il n'y aurait à cela aucune difficulté. A notre époque des grandes vitesses, ce calcul est, en effet, de plus en plus nécessaire, puisque seul il nous permet de saisir l'instantanéité, au lieu d'avoir à nous contenter de moyennes.

A côté des mathématiques, toutes les sciences doivent aussi avoir leur place : toutes les branches essentielles de la physique, de la chimie, de la biologie doivent être enseignées dans leur principe à l'école primaire.

Et également, bien entendu, les sciences de l'homme, qu'il faut sortir du cadre étriqué dans lequel elles sont présentement enfermées. Il faut, par exemple, abandonner totalement le concept de l'« histoire de France » et lui substituer celui d'une histoire universelle, allant de l'âge de la pierre à nos jours, en englobant tous les peuples et toutes les races.

Comme il serait avantageux aussi de remplacer l'étude des « humanités » par un cours de linguistique générale, traçant les différentes étapes de l'histoire des langues !

Tout cela, qui est nécessaire pour qu'on ait réellement des hommes « instruits », est possible si l'on veut bien se borner, dans chacune de ces matières, à l'enseignement des « premiers principes » (2), et qu'on veuille bien se donner la peine de les présenter d'une façon claire et concrète, au lieu de déverser, sous forme d'oracles, des mots savants et des formules compliquées, destinés tout juste à donner au maître le prestige que confère toujours le mystérieux et l'incompréhensible.

Mais, pour cela, il faut néanmoins du temps. Et ce temps, je le répète, on ne peut le trouver qu'en récupérant le temps aujourd'hui gaspillé dans l'étude du « français », cette récupération ne pouvant elle-même avoir lieu qu'à la suite d'une réforme profonde du français, du français comme langue écrite. Mais une telle réforme est plus qu'une réforme, c'est une révolution. Or l'histoire montre que les révolutions culturelles ne sont jamais que concomitantes à des révolutions politiques ou sociales.

Pour introduire cette réforme, bien anodine, cependant, comparée à la réforme de l'orthographe, qu'est le système métrique, il fallut la Révolution française. Pour introduire une réforme de la langue française, condition de toute réforme sérieuse de l'enseignement, il faudra une nouvelle Révolution. En attendant, on finira peut-être par autoriser l'usage du crayon à bille dans les écoles, lorsqu'on ne trouvera plus de porte-plumes dans le commerce, mais ce sera tout ; et encore, ce n'est pas sûr.

Robert LOUZON.

P.S. — Nous n'éprouvons pas le besoin de commenter dans ces notes les choses sans importance, les gestes pour la galerie, tels que le départ de la France de l'O.N.U.

(2) Ce que je viens de dire là ne s'applique qu'à ce qu'on pourrait appeler le premier cycle de l'enseignement, c'est-à-dire, celui ayant pour but de donner une culture générale. Dans le second cycle, celui où le jeune homme se spécialise pour apprendre la connaissance d'un métier, l'enseignement, bien entendu, ne doit plus se limiter aux principes généraux, mais, au contraire, pénétrer à fond dans les détails et les applications.

Une grande bataille ouvrière est engagée

I. — APRES DIX ANS DE RELEVEMENT ET D'EXPANSION DE L'ECONOMIE

A la Libération, le salariat français, tout comme le prolétariat d'un pays colonisé brusquement libéré de ses oppresseurs, a cru qu'une ère nouvelle s'ouvrait. Des patriotes anticapitalistes étaient au pouvoir. Fini le règne des 200 familles ! La démocratie ne sera plus une formule sans contenu ; triomphante politiquement, elle va s'étendre à l'économie.

Mais il y a des ruines ; on ne peut reconstruire qu'en réduisant la consommation en vue du développement des moyens de production. D'où le « retroussez vos manches » et le « ne revendiquez plus » de nos ministres stalino-patriotes.

Ecartés du pouvoir, les stalino-patriotes poussèrent à l'action ; mais les revendications corporatives étaient liées aux mots d'ordre des maîtres de la Russie ; l'action revendicative était surtout utilisée pour appuyer l'action des diplomates russes. La C.G.T. n'était que l'instrument docile des hommes d'Etat russes. D'où la division dans la C.G.T., puis la scission, une ambiance défavorable pour l'action, au point que, chez les mineurs, par exemple, on doit avoir recours aux méthodes terroristes pour faire cesser le travail.

Pendant ce temps, le patronat reconstruit et développe ses moyens de production. Comme l'inflation a tué l'épargne, il affecte une part importante de la production, toutes charges payées (salaires, intérêts, dividendes), à l'investissement. Il accroît rapidement ses richesses tout en raffermissant son autorité. Enrichissement qui se traduit pas une hausse des titres de 100 % en 18 mois.

C'est ainsi que la production a pu passer de l'indice 100 de base en 1938 à l'indice 176 en juin 1955, tandis que le pouvoir d'achat du salarié restait au niveau de celui de 1938, sauf pour les pères de famille nombreuse.

Ce sont les salariés qui ont fait les frais de la reconstruction et ils ont augmenté considérablement la production sans en profiter. Ce sont eux qui payent encore le plus d'impôts, la plus grande partie des impôts directs ; on trouve même le moyen de leur faire payer 49 % de la surtaxe progressive, tandis que les classes qui se sont enrichies avec la sueur du prolo : industriels, commerçants, s'en tirent avec 28,4 %, et les paysans, classe aussi importante numériquement que les salariés, mais possédant terres et moyens de production, versent 0,6 %. Les gouvernants trouvent même le moyen, avec ces impôts, de verser plus de 400 milliards de subventions économiques qui permettront aux agriculteurs et industriels inadaptés aux conditions de la production et du marché de vendre cher leurs produits à l'intérieur et à l'extérieur. Oui, les salariés ont payé la reconstruction par le moyen de salaires non revalorisés ; ils paient le plus d'impôts pour permettre aux marginaux de l'agriculture et de l'industrie de vendre le pain, le vin, le sucre au-dessus des prix du marché.

Après les slogans, les statistiques

Sous le règne des patriotes révolutionnaires coalisés, on stimulait le salarié avec des slogans ; aujourd'hui, on le calme avec des statistiques.

Très opportunément on lui prouve que le pouvoir d'achat des salaires, en France, depuis 1949, a évolué bien plus rapidement que dans les autres pays. Sur la base de 100 en 1949, un graphique lui montre que son salaire horaire est à l'indice 129, tandis qu'il n'est qu'à 123 en Allemagne, 113 aux Etats-Unis, 111 en Belgique et 105 en Grande-Bretagne.

Un autre graphique lui indique que l'indice des salaires a atteint 178 (base 100 en 1949), alors que celui du coût de la vie n'est encore qu'à 138. Heureux le salarié qui constate que les mêmes indices sont respectivement 136 et 129 en Grande-Bretagne, 140 et 114 en Allemagne ; 128 et 113 aux Etats-Unis ! On oublie seulement de donner le niveau au point de départ.

Ce qu'on offre, dans les statistiques, ce sont des moyennes. Et il y a mille manières d'établir des moyennes. On pourrait, par exemple, dans une entreprise, prendre le salaire du manoeuvre-balai à 100 francs, celui du professionnel à 160 francs, et celui du directeur à 1.000 francs, et on obtiendrait une moyenne horaire de 420 francs environ. Quelle belle trouvaille ! Comme le calcul est facile ! On n'a pas à compter la proportion des manoeuvres ou des professionnels. Le salaire horaire du manoeuvre se trouve porté à 420 francs.

Les statisticiens officiels ne sont pas cyniques à ce point. Mais ce sont des acrobates qui apportent à leurs maîtres les conclusions qu'ils désirent.

Faut-il prouver que le coût de la vie est stationnaire ? On se garde de prendre d'abord et surtout en considération les seuls produits de consommation courante, en les affectant d'un coefficient exprimant l'importance de leur coût dans les dépenses effectives de la femme du salarié. On en retient 213, de telle façon que si les produits indispensables augmentent, on pourra, par téléphone, obtenir des vendeurs que le prix des marchandises non achetées par les salariés, ou achetées une fois par an ou tous les dix ans, soit provisoirement baissé, assez pour maintenir l'indice au même niveau ou le faire baisser. Nous pourrions faire état de telles acrobaties.

Pour être juste, il vaut mieux s'adresser à la ménagère qui marque ses dépenses. Laval l'a fait.

Le point de vue de la ménagère

En 1938, lui a dit la ménagère, mon mari, un professionnel de la région de Saint-Etienne gagnait 7 francs de l'heure. Il était dans les bien payés. Aujourd'hui il gagne 150 francs.

Si l'on s'en tenait aux statistiques officielles, que l'on prenne les chiffres de la commission des comptes de la nation, on pourrait lui dire : « Mais les prix ont été multipliés par 27 (1) depuis 1938, et votre mari devrait gagner 7 fois 27, soit 189 fr. », sans même avoir l'idée que le mari en question produit bien plus qu'en 1938, puisque la production totale est passée de l'indice 100 à l'indice 176.

Mais laissons les indices de salaires. Arrêtons-nous sur les prix consignés sur le carnet de notre ménagère et mettons en parallèle les prix de 1938 et ceux de 1955. Les voici :

(1) En réalité c'est au moins par 35 qu'il faudrait multiplier les prix.

	1938	1955
1 kilo de rosbif	23 —	750 à 800
1 litre de lait	1,60	45 et 50
1 kilo de jambon	34.—	1.000
100 kg de charbon	37.—	1.100
1 litre de vin de table	2,70	65 à 70

Et notre ménagère, qui sait tenir ses comptes et voit clair, de nous faire remarquer : « Pour payer un kilo de viande, mon mari travaillait 3 heures en 1938 ; maintenant, il doit en faire 5. »

Ce sont là des chiffres qui correspondent à une réalité, la réalité des prix et la réalité des marchandises que peut s'offrir le salarié.

Nous pourrions prendre une par une toutes les statistiques données par les gouvernants et les patrons : en rectifiant les erreurs nous arriverions à cette conclusion :

Le célibataire a à peine retrouvé le pouvoir d'achat de 1938 ;

Le père de famille, avec l'augmentation du salaire différé, l'a un peu dépassé. Mais, dans l'ensemble, le pouvoir d'achat des salariés est à peine supérieur à celui de 1938, alors que la production a augmenté de 76 %.

II. — LA REVOLTE OUVRIERE

Le prolétariat français n'a pas été libéré, il a seulement été surexploité. Son tort a été de laisser des forces extérieures s'attribuer le monopole de la défense de ses intérêts et il en est résulté une confusion qui rend difficile l'organisation d'un mouvement revendicatif. Le parti russe dispose d'une armée innombrable d'agents qui sont toujours prêts à orienter les mouvements vers le soutien de la diplomatie russe au nom de l'indépendance française et qui disposent de moyens de propagande et de pression formidables. De crainte de se battre pour le seul profit des pires oppresseurs du prolétariat, les ouvriers courbent l'échine, rongent leur frein en silence.

Mais la résignation a des limites et, parfois, la révolte explose, spontanément.

Une étincelle jaillit. L'espoir renaît. Un climat de révolte se crée. Un mouvement éclate, s'étend. De nouvelles formes d'action surgissent devant les chefs surpris. Les travailleurs se dressent sans intervention extérieure ; l'union est alors possible, aussi spontanée que la révolte. On sait pourquoi on se bat, on a le sentiment d'être une force libre.

Cela se produisit en août 1953. Le mouvement, parti des postiers de Bordeaux, fut magnifique et resta dans les mains des militants de la base redevenus les porte-parole de leurs camarades de travail, ne recevant et n'acceptant de directives que d'eux seuls. Malheureusement, cette fois, la peur de l'homme au couteau entre les dents qui, pourtant, ne s'était pas imposé à la direction du mouvement, amena les dirigeants des confédérations F.O. et C.F.T.C. à composer avec le pouvoir. L'élan était brisé.

En juillet 1955, nouvelle révolte.

Une étincelle et un exemple : Saint-Nazaire

L'étincelle a jailli dans un centre où les salaires étaient relativement très bas : à Saint-Nazaire.

Les militants syndicalistes connaissaient la situation prospère des Chantiers de Penhoët. Ils savaient que pour 3.790 millions de salaires la société enregistrait 2.232 millions de bénéfices bruts alors que les réserves et provisions atteignaient 7.600 millions pour un capital de 1.050 millions. Ils avaient calculé que tandis que l'indice des salaires était passé de 100 à 548 (de 1946 à 1955), celui des dividendes avait bondi de 100 à 3.502.

Ils savaient également que la société avait des commandes importantes à livrer rapidement et que tout retard — sauf en cas de grève ou de lock-out — provoquerait de très fortes pénalités. Alors, ils ont demandé aux ouvriers de cesser les heures supplémentaires et, après les meetings des 25 mars et 7 avril, les ouvriers ont procédé à des débrayages pour élaborer leur cahier de revendications.

Mais le 19 juin, voilà que les soudeurs se sont aperçus qu'à la faveur d'une révision des normes, les patrons avaient réduit leurs salaires. Ils ont arrêté le travail, bientôt suivis par l'ensemble de leurs camarades. Les patrons qui avaient toujours refusé de discuter ont alors offert 5 francs en moyenne, le 23 juin, puis 9 à 11 % le 5 juillet. Les ouvriers refusent. Les congés arrivent et les patrons annoncent au personnel l'annulation des avantages proposés. Quand les discussions reprendront les ouvriers manifesteront en masse pour appuyer leurs délégués. Et ce seront les incidents que nous connaissons, provoqués par l'attitude provocante des patrons et l'intervention des C.R.S. Le 1^{er} août, les locaux de la direction sont assiégés, un baraquement est incendié... Le soir on signale 110 blessés dont 50 manifestants ; 13 blessés sont hospitalisés.

Mais les patrons ont compris et ils cèdent 22 % d'augmentation avec intégration du boni.

Par répercussion, le ministre du Travail dut promettre au personnel de la S.N.C.A.S.O. (nationalisée) les mêmes avantages qu'aux ouvriers des Chantiers. Voilà une brèche ouverte pour le secteur nationalisé.

Fâcheux précédent pour le patronat, que cet accord arraché par la force ; d'autant plus fâcheux que le taux de 22 % était le résultat d'une erreur de calcul de la part d'un représentant patronal, que les délégués ouvriers ont su exploiter ; ça n'empêchera pas le C.N.P.F. d'inviter ses membres à dégonfler le mythe des 22 % en soulignant que Saint-Nazaire était très en retard sur Paris.

Nantes suit de près

A Nantes, on a d'abord utilisé les grèves tournantes et les débrayages. Le 17 août, pour appuyer leurs délégués, les ouvriers se massaient devant le siège du syndicat patronal. Et ce furent les premiers incidents : des manifestants pénètrent au rez-de-chaussée du local, jetant dossiers et meubles par les fenêtres. Les représentants patronaux signent l'accord avec 40 fr. de l'heure, mais ils le dénoncent quelques heures plus tard, prétendant avoir signé sous la menace, et ils prononceront le lock-out.

Les ouvriers, mécontents et irrités, manifestent le lendemain. Mais le patronat a fait appel aux forces de police et ce sont les heurts inévitables, les bagarres qui laissent une soixantaine de blessés. Le 19, la colère gronde. Une explosion dont on ignore la cause se produit du côté des C.R.S. C'est le signal d'une charge violente contre les 12 000 manifestants qui ripostent comme ils peuvent avec des pierres, des bouteilles... Des dizaines de manifestants sont blessés, une centaine arrêtés. Du côté C.R.S. on signale 42 blessés et 300 indisponibles.

Le 20, la plupart des corporations viennent renforcer les métallos. Le cortège imposant des grévistes se dirige sur la maison d'arrêt dont la porte est enfoncée malgré les bombes lacrymogènes des gardiens. Les C.R.S. arrivent bientôt et ils tirent sans sommation. Un ouvrier est tué. La colère est grande. Les barricades se dressent.

Voilà où a conduit la résistance patronale appuyée par la force publique. C'en est assez pour que l'on dresse l'épouvantail d'un complot communiste, mais nous ne pouvons passer sous silence l'attitude de la fédération communiste de la Loire-

Inférieure qui a cru bon de dénoncer les provocateurs trotskystes, comme nous ne pouvons manquer d'exprimer notre surprise de n'avoir entendu la voix des dirigeants de la C.G.T. Force Ouvrière que pour appeler les militants à la prudence alors que nous attendions d'eux des manifestations de solidarité.

Les ouvriers de Nantes sont tout de même rentrés. Ils attendent que le tribunal civil et le conseil des prudhommes se prononcent sur la légalité de l'accord du 17 août. Rentrée dans l'équivoque qui sera accompagnée de grèves de harcèlement, grèves qui font réfléchir les patrons puisqu'ils doivent subir une diminution de la production de près de 70 %. Encouragés par le C.N.P.F. et les P.M.E., et par le gouvernement sans doute, ces messieurs prononcent le lock-out.

III. — LA NOUVELLE TACTIQUE ET LA POSITION PATRONALE

Le mouvement s'étend bientôt. Dans tous les centres, les ouvriers dressent leurs cahiers de revendications et affirment leur volonté d'obtenir satisfaction. Les métaux tiennent la tête avec le bâtiment.

Une nouvelle tactique est spontanément appliquée : arrêt des heures supplémentaires, grèves tournantes, débrayages pour appuyer les délégations.

Les ouvriers des Acieries du Saut du Tarn comme ceux de Saint-Nazaire et de Nantes ont dû descendre en masse dans la rue et se sont heurtés aux C.R.S. à la préfecture d'Albi. Leur ténacité leur a valu un premier succès : le médiateur s'est prononcé pour une augmentation de 10 %.

Dans la Loire, ce sont les métaux des Forges de Meudon, à Montbrison, qui partent en pointe. Dès le début d'août. Ils ont divisé l'entreprise en cinq secteurs, faisant grève pendant 24 heures à tour de rôle pendant que leurs camarades travaillent au ralenti.

Les 1.500 métaux de l'usine Schneider ont commencé par le débrayage d'une heure pour appuyer leurs délégués, et, devant le refus systématique de la direction, ils ont appliqué des arrêts d'une heure par jour, puis d'une heure et enfin d'une heure et demie par demi-journée. Ils se regroupent dans la cour et organisent des divertissements. De temps en temps, grève de 24 heures.

Aux Ateliers et Forges de la Loire, les différents groupes font grève pendant 24 heures à tour de rôle et les ouvriers ne font plus d'heures supplémentaires.

Ils se heurtent à des patrons de combat qui semblent décidés à n'accorder que les faibles augmentations qu'un médiateur sage aurait fixées en tenant compte de la situation de l'entreprise.

Le patronat s'est ressaisi. Il faut, recommande le C.N.P.F., dégonfler le mythe des 22 % (Saint-Nazaire s'étant trouvé très en retard au point de vue salaires sur Paris) : garantir la personne des négociateurs là où il y a conflit ; enfin, conserver à la négociation son caractère d'enquête économique approfondie et non d'arbitres tenus de satisfaire plus ou moins aux exigences ouvrières.

Les dirigeants des petites et moyennes entreprises sont plus inquiets et plus agressifs.

Dans une lettre à M. Georges Villiers, M. Violet, président du Comité d'entente du commerce, de l'industrie et de l'artisanat de la Loire a stigmatisé en termes fermes l'attitude des patrons qui ont cédé des augmentations sensibles, tout comme les maladroits qui ont fait trop de publicité sur la prospérité économique.

« En acceptant le premier rendez-vous de M. Mendès-France, en cédant au chantage des fonction-

naires, le gouvernement s'engageait déjà sur un chemin périlleux.

» Mais il était évident qu'en camouflant tout ce que notre prospérité économique a de factice sous des slogans publicitaires, il ne pouvait qu'éveiller des désirs néfastes.

» Ceux qui ont créé cette atmosphère de revendications joueront les Ponce Pilate et laisseront supporter à tous les chefs d'entreprise « sans distinction » la responsabilité d'une situation menaçante.

» C'est à dessein que j'ai souligné « sans distinction », car je pense qu'il ne faut pas confondre tous les chefs d'entreprise avec ceux qui ayant accordé des augmentations de salaires de près de 20 pour cent portent une terrible responsabilité. »

« Les Informations industrielles et commerciales », effrayées par les 10 % accordés aux Acieries du Saut du Tarn, réclament de prudents médiateurs.

« Comment juger, en effet, sauf cas exceptionnel, si une entreprise peut supporter une hausse de 4,8 ou 10 % ? », s'écrient-elles.

Bien d'accord ! Et c'est pourquoi le décret du 6 mai 1955 aurait dû prévoir l'adjonction au médiateur d'un expert comptable agréé par les syndicats ouvriers. Les comptabilités officielles disent fort peu de chose et sont présentées avec le premier souci de rouler le fisc et de masquer les accumulations de réserves diverses.

Le médiateur sage, c'est celui qui prend les conclusions du patron à la lettre, celui qui doit répéter qu'il est impossible d'augmenter les salaires.

Les ouvriers ne se font pas d'illusion et ils savent bien que s'ils ne bougeaient pas les médiateurs seraient unanimes à leur recommander de patienter et d'attendre une nouvelle augmentation de la productivité.

Pour entretenir le moral de ses lecteurs, le porte-parole des P.M.E. leur présente un exemple-type des négociations qui ont eu lieu (2). Là, dix fois par jour une trentaine ou une cinquantaine d'individus s'adressent au directeur à peu près en ces termes : « Salaud ! On ne vient pas te demander ton avis sur nos 40 francs. Veux-tu nous dire si oui ou non tu te décides à les lâcher... »

« Après quoi les menaces pleuvent drues. »

On comprend la colère de M. Violet et ses pairs devant une scène aussi horrifiante.

Tous les patrons ne sont pas de l'avis de M. Violet pourtant. Dans la Loire, des chefs de petites et moyennes entreprises viennent de créer un groupe dissident, et ce sont eux qui offrent aux syndicats ouvriers de discuter.

Nous ne savons encore à quels mobiles réels ils obéissent, mais les contacts futurs nous éclaireront.

Nous n'ignorons pas non plus que certains patrons voient d'un bon œil la généralisation des relèvements de salaires qui leur permettrait d'exiger du gouvernement des hausses de prix largement compensatrices.

IV. — L'ATTITUDE INCONSEQUENTE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a libéré les salaires en recommandant les accords par entreprise et en insistant sur la nécessité d'éviter la hausse des prix. Cela a été répété par Pflimlin à plusieurs reprises. Le gouvernement ne veut plus entendre parler du rendez-vous d'octobre qu'il avait promis et qui sera pourtant nécessaire.

C'est qu'il a le franc à défendre ! Quel beau défenseur ! Chaque année, il profite de l'augmentation de la production pour jeter un pouvoir d'achat

(2) A l'Alsthom, à Belfort.

de près d'un milliard de francs, représentant le déficit de son budget. Et, cette fois, il a la guerre de l'Afrique du Nord à supporter. 1.000 milliards nouveaux ont été votés.

L'augmentation de la production ne permettra plus d'éponger sans risques d'inflation les milliards de faux billets qui seront jetés sur le marché.

Ce ne sont pas les augmentations de salaires qui menacent le franc. C'est la politique conservatrice du gouvernement (plus de 400 milliards de subventions économiques pour maintenir la vie chère en conservant la situation acquise des inadaptés aux conditions actuelles de la production et du marché) ; c'est sa politique colonialiste stupide et l'incohérence de toutes ses initiatives qui menacent le franc et créent les premiers obstacles à une expansion qui pourrait être profitable aux salariés.

Les augmentations de salaires, en effet, en raison du bas niveau des salaires, se porteraient sur des produits alimentaires en surabondance et sur les industries légères qui sont en mesure de satisfaire une demande accrue. Pas de hausse, donc, en perspective, de ce côté, la demande accrue ne craignant pas de dépasser l'offre.

La lutte contre l'inflation, si vous la voulez amorcer, messieurs, c'est du côté subventions économiques et budget militaire qu'il faudrait l'orienter.

V. — L'ATTITUDE DES CENTRALES SYNDICALES

La C.G.T., elle, a vu d'un bon œil ce mouvement de mécontentement qui, du fait qu'il est spontané, qu'il part de la base, réalise une union de tous les ouvriers qu'elle cherchera à exploiter à son profit. Les ouvriers s'entendent toujours si personne ne vient de l'extérieur se mêler de leurs affaires.

Quelle force que cette union des travailleurs !

Oui, c'est une grande force ; il est seulement regrettable que les dirigeants cégétistes l'aient détournée de ses buts chaque fois qu'elle s'est affirmée, détruisant ainsi la base sur laquelle elle reposait et provoquant la division.

L'union réalisée aujourd'hui par les ouvriers est solide ; elle n'a d'autre but que la défense des intérêts ouvriers telle que les ouvriers l'ont voulue et décidée, sans arrière-pensée. L'union que vous voulez, à la direction de la C.G.T., c'est l'union au service des dirigeants de l'Etat policier russe.

Il importe donc de garantir les unions à la base contre toute déviation. Nos camarades avertis de F.O. et de la C.F.T.C. qui sont engagés à fond dans la bataille ne sont pas des naïfs. Ils ont très bien vu venir, par exemple, le délégué obscur qui, innocemment, proposait l'avance au 12 d'une manifestation prévue pour le 15. Et ils veilleront au maintien de l'union en restant sur le terrain de la défense des revendications ouvrières en dehors de toute considération extérieure.

Ça, c'est une base solide et les dirigeants de la C.G.T.-F.O. auraient dû le comprendre. On n'évitera pas la politisation par des recommandations plus ou moins opportunes quand des incidents se produisent, on l'évitera en se jetant sans réserve dans l'action avec la volonté de rester jusqu'au bout les interprètes fidèles des ouvriers en lutte.

Les militants F.O. et C.F.T.C. qui ont engagé la bataille avec les militants C.G.T. sont restés maîtres de leurs mouvements et les ouvriers sauraient désavouer les manœuvres au profit d'une force extérieure au mouvement s'il s'en produisait.

Nous regrettons que les dirigeants de la C.G.T.-F.O. se soient d'abord émus de la gravité des incidents de la Loire-Inférieure, par crainte d'interventions politiques. Leur place était à côté des

grévistes d'abord. Or, dans leur organe officiel, ils font à peine allusion à l'action sur laquelle les yeux de tous les salariés de ce pays sont fixés et qui va aboutir à des revendications de salaires substantielles que jamais l'action persuasive des chefs n'aurait pu arracher. Et comment se fait-il que les U.D. et fédérations trouvent d'abord dans la presse bourgeoise le texte des circulaires qui leur sont adressées ?

Les militants F.O. de la base se battent la main dans la main avec leurs camarades C.G.T. et C.F.T.C. Ils poursuivent ensemble une action efficace qui sera profitable aux salariés et constituera un bel exemple de la vitalité du syndicalisme quand il reste indépendant et au service exclusif des salariés. C'est une des leçons qui se dégageront de la grande bataille en cours. A nous de savoir la tirer et de ne pas permettre que l'on détourne l'union d'aujourd'hui pour la défense des intérêts ouvriers pour une union plus ou moins confuse pour servir la cause de politiciens à la solde de forces d'oppression du prolétariat.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les gars du bâtiment de Saint-Etienne, unanimes, ont décidé la grève générale ; les métallos, impatientes, continuent leurs grèves tournantes comme ceux de Bordeaux, de l'Alsthom et de centaines d'autres entreprises. Unis, ils sont forts. Ils savent qu'ils auront la victoire.

U. THEVENON.

Chronique du pelé

Jacques Bonhomme s'énerve... Il y a de quoi. Où sont les promesses d'antan ? Où est-il ce monde nouveau que la victoire devait nous apporter ?

Vite, vite, pour le calmer, le bon apôtre promet que le pouvoir d'achat sera doublé d'ici... dix ans.

Juste trois mois avant la der des der pour nous encourager...

Ce pays commence à regorger de tout. Les stocks s'accumulent et le poujadisme a surtout pour cause la mévente qui se fait sentir depuis près d'un an. Or Jacques Bonhomme, le plus intéressant des consommateurs, car il représente le nombre, se prive de tout ce qui y encombre les magasins. Alors ? Toujours la ration d'entretien pour celui qui n'a que ses bras ou sa tête pour tout capital ? Et dire que des économistes, distingués comme toujours, pondent chaque année des tonnes de bouquins qui ne veulent rien dire et qui ne changent rien... Et Jacques Bonhomme, qui n'est point responsable de cette fichue organisation économique, pense avec raison que nous sommes menés, ou par des ânes... ou par des salauds.

Mais ces salauds, qui ne sont pas si ânes que Jacques Bonhomme se le figure, protestent quand il y a bagarre. Pas de violence surtout, claironnent-ils ! Bien sûr, la violence est négative. Mais ce qui doit le plus étonner tous ces défenseurs d'un régime basé sur le vol, c'est qu'au fond Jacques Bonhomme accepte assez bien son sort.

Et ces manifestations sporadiques ou tournantes doivent bien faire rigoler ceux qui dans la coulisse tirent la ficelle !

Pauvre Jacques Bonhomme, toujours volé, toujours spolié, toujours divisé, avec dix pour cent, le voilà contenté. On aura vite fait de lui soutirer une petite hausse sur les transports et le gaz, par exemple, et le tour sera joué. Sans compter l'épicier du coin qui a déjà changé ses étiquettes...

Le gerant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 27. — Accrochages et attentats individuels dans le **Constantinois**.
Plan américain pour régler les différends entre Israël et les **Etats arabes**.
Grèves dans les chantiers navals, le bâtiment et les mines en **Allemagne de l'Ouest**.

LUNDI 29 AOUT. — Dans le **Constantinois** violents engagements.
Dans le **Soudan** reddition des insurgés.

MARDI 30. — Nommé en remplacement de M. Grandval résident général au **Maroc**, le général Boyer de Latour rejoint Rabat.
Le gouvernement décide de maintenir le **premier contingent** sous les drapeaux.
A **Londres**, ouverture de la conférence anglo-gréco-turque sur Chypre.

JEUDI 1er SEPTEMBRE. — A **Buenos Aires** le général Peron lance un défi à l'opposition.
A **Saint-Etienne** agitation dans les usines
Au **Chili**, arrestation de 600 syndicalistes.
Schneider.
Une grève de 24 heures dans les **autobus parisiens** aboutit à un accord.

LUNDI 6. — A **Saint-Etienne** grève des mineurs et des métallurgistes.
A **Lorient**, lock-out dans la métallurgie.
A **Nantes**, le médiateur est récusé par les ouvriers.
Mouvement dans la métallurgie à **Dijon, Cholet, Montluçon et Rouen**.
A **Detroit**, aux **Etats-Unis**, le syndicat de l'automobile obtient le salaire annuel garanti chez Bendix, après une grève.
Grève des dockers de **Glasgow**.

MERCREDI 7. — Violentes émeutes antigrecques à **Istamboul** et à **Smyrne**.
A **Rome** fin de la réunion du comité exécutif de l'Istiqlal.
A **Saint-Etienne** grève dans la métallurgie.
Grève générale des **dockers** de **New York** contre la commission mixte d'enquête.
A **Lorient**, levée du lock-out.

VENDREDI 9. — Le général Catroux annonce qu'il s'est mis d'accord avec l'ancien sultan du **Maroc**.
Nombreuses grèves en **Tunisie**.
Arrivée à **Moscou** du chancelier Adenauer.
Lock-out général à **Nantes**, dans la métallurgie.
Grève dans la métallurgie de **Lille**.
Relèvement des salaires de 7 à 9 pour cent dans la **sidérurgie de l'Est**.

SAMEDI 10. — Echec des pourparlers à **Lorient** dans la métallurgie et dans le bâtiment. A **Nantes** tous les syndicats décident la grève générale pour la journée du lundi.
Le bureau de la **C.G.T.-F.O.** déclare que l'augmentation générale et uniforme des salaires conduirait à l'inflation.

DIMANCHE 11. — Manifestation à la gare de **Lyon** au cours d'un **rassemblement de rappelés**.
Elections au **Cambodge**. Ecrasante victoire de la communauté socialiste populaire.

LUNDI 12. — A **New York** reprise de la grève des dockers.
Relèvement de 10 pour cent des **salaires tunisiens**.
Grève à peu près générale à **Nantes**.
Nouvelle grève des chefs de station du **métropolitain**.
Les fédérations **F.O.** et **C.F.T.C.** des mineurs acceptent une prime d'attente.

MARDI 13. — Lettre du président de la République au sultan du **Maroc Ben Arafa**.
Grève surprise sur 15 lignes d'**autobus parisiens**.
Le syndicat des **dockers américains** lance un ordre de grève générale sur toute la côte atlantique.
Avant de quitter **Moscou**, le chancelier Adenauer accepte les reprises des relations diplomatiques.

MERCREDI 14. — Tous les syndicats de la **métallurgie parisienne** se mettent d'accord pour formuler des demandes d'augmentations pressantes.

JEUDI 15. — Grève des **autobus parisiens**.
Fin de la grève des **dockers de New York**.
Nouveau lock-out dans la métallurgie de **Lorient**.
Une délégation des parlementaires français est reçue à **Moscou**.

VENDREDI 16. — Révolte antipéroniste en **Argentine**.
Accord de salaire réalisé avec les syndicats libres à la **Régie Renault**, dans l'industrie textile, à la **R.A.T.P.**
En **Algérie**, opération de nettoyage dans la région de **Philippeville**.

LUNDI 19. — Les entretiens russo-finlandais se concluent par la restitution à la **Finlande** du port de **Porkkala**.

MARDI 20. — En **Argentine** fuite de Peron.
Grèves tournantes à la **S.N.C.F.**
Promulgation au **Maroc** de la liberté syndicale.
A **Nantes** où de violents incidents ont eu lieu lundi, les pourparlers reprennent.

MERCREDI 21. — Accord entre les rebelles et la junte militaire en **Argentine**.
Traité entre l'**U.R.S.S.** et l'**Allemagne orientale**.
Ouverture à **New York** de la dixième session de l'**O.N.U.**
Nouvelles ruptures des pourparlers à **Nantes**.
Fin de la grève de la **R.A.T.P.**
Arrêts de travail dans le **gaz** et l'**électricité**.

JEUDI 22. — Nouvelles perturbations dans les chemins de fer.
L'Assemblée de l'**O.N.U.** refuse d'examiner la situation de Chypre.

SAMEDI 24. — Discours de **Molotov** à l'**O.N.U.**

LUNDI 26. — Nouveaux attentats au **Maroc**.
Reprise du travail dans la métallurgie **stéphanoise**.

MARDI 27. — Nouvelles ruptures des pourparlers à **Nantes**.
L'**Egypte** annonce qu'elle accepte des ventes d'armes de la **Tchécoslovaquie**.

VENDREDI 30. — Nouvelles bagarres à **Nantes**.
Manifestations à **Lorient**.
L'**Afrique du Sud** décide de ne pas participer au débat de l'**O.N.U.** sur sa politique raciale.
Elections en **Indonésie**.

SAMEDI 1er OCTOBRE. — Par 28 voix contre 27 et 5 abstentions, l'Assemblée de l'**O.N.U.** décide de discuter de la question algérienne ; la délégation française se retire.
Le sultan du **Maroc**, **Ben Arafa** s'est retiré à **Tanger**.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1955

RECETTES	
Abonnements ordinaires	42.090
Abonnements de soutien	11.000
<hr/>	
Souscription	53.090
Vente « R.P. »	1.550
Vente « Chine »	3.800
Vente « Ere de l'Impérialisme »	2.280
	300
	<hr/>
	61.020
En caisse à fin août	74.073
	<hr/>
	135.093
<hr/>	
DEPENSES	
Impression et papier (« R.P. » septembre)	82.042
Frais d'expédition	8.174
Abonnements ordinaires (remboursement) ..	700
Téléphone	3.535
	<hr/>
	94.451
<hr/>	
En caisse à fin septembre :	
Chèques postaux	23.512
Espèces	17.130
	<hr/>
	40.642
	<hr/>
	135.093

Livres neufs d'occasion

Documents d'Histoire contemporaine :

- VICTOR-SERGE : **Vie et mort de Trotsky.** (La première grande biographie. — Avec les souvenirs inédits de Natalia Trotsky). — 344 pages. (Edité à 750 fr.) 250 fr.
- Fernand de BRINON : **Mémoires.** (Toute l'histoire de la Collaboration). Illustré, 264 pages. (Marqué 480 fr.) 200 fr.
- Otto ABETZ : **D'une Prison.** Précédé du Procès vu par Jean-Bernard Derosne. Les quatre témoignages principaux, le réquisitoire et la plaidoirie de M^e René Floriot. (Le dessous de cartes de la Collaboration). — 314 pages. (Edité à 480 fr.) 250 fr.
- Robert A. TAFT : **L'Amérique en danger.** (Défense de l'Isolationnisme par l'enfant terrible de la diplomatie américaine). — 208 pages. (Edité à 500 fr.) 150 fr.
- Maréchal TCHANG KAI CHEK : **Destin de la Chine.** Ouvrage présenté et commenté par Philip Jaffe. (Les raisons d'un effondrement. — Le livre qui a fait abandonner Tchang Kai Chek par l'opinion américaine). — 295 pages. (Edité à 470 fr.) 200 fr.

Sociologie et Histoire sociale :

- SAINT-SIMON : **De la réorganisation de la Société européenne.** Avec une Introduction et des Notes, par Alfred PEREIRE. Préface de Henri de JOUVENEL. — XXXIX/100 pages .. 100 fr.
- Georges BRUNET : **Le Mysticisme social de Saint-Simon.** — 128 p. 100 fr.
- Lewis L. LORWIN : **L'Internationalisme et la Classe ouvrière.** (La tradition socialiste : de Flora Tristan à Karl Marx. Histoire de la I^{re}, II^e, III^e Internationale. La Fédération syndicale internationale. Les Anarcho-syndicalistes. Le Syndicalisme chrétien). — 456 pages 250 fr.
- Alain SERGENT : **Les Anarchistes.** (L'Histoire de l'Anarchie à travers les textes de ses principaux théoriciens). — Illustré, 168 pages. (Edité à 850 fr.) 200 fr.

ou les 9 volumes pour 1.500 francs (franco de port)

Ajouter 10 % pour frais d'envoi pour les commandes inférieures à 1.000 francs. (Franco de port à partir de 1.000 fr.). — Règlement après réception du colis.

Adresser les commandes à :

Ferdinand TEULÉ, 1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris-15^e

C. C. P. 6003-86 Paris.